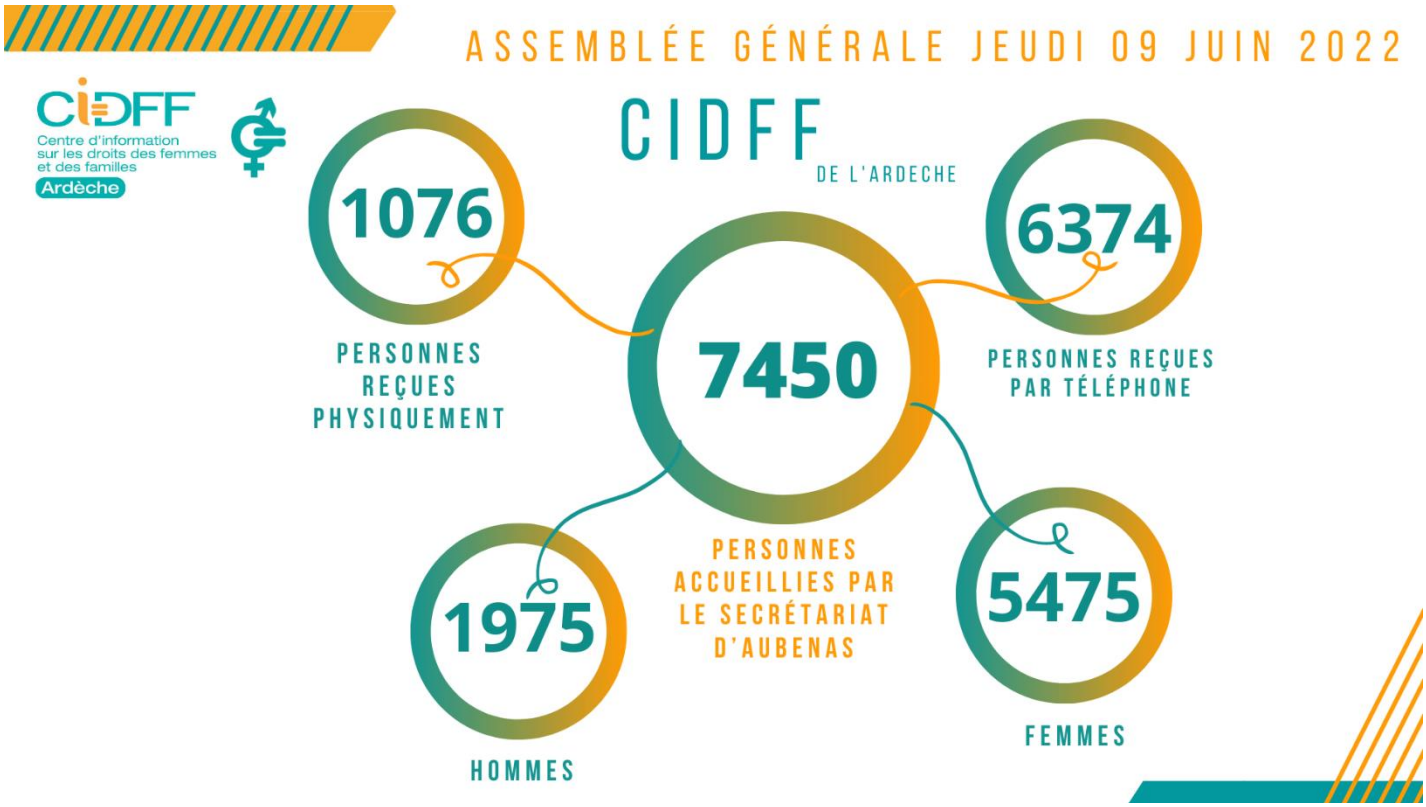


CIDFF de l'Ardèche – Quartier Les Oliviers – Pôle de Services
30 avenue de Zelzate – 07200 AUBENAS
04.75.93.31.70 – cidff07@cidff07.fr – https://ardeche.cidff.info/

Association Loi 1901 – Membre du Réseau National du CNIDFF
Association agréée par l'Etat
Organisme de formation, enregistré sous le N° 82 07 00113 07
SIRET 329 325 393 000 59– Code APE : 9499Z

Sommaire

PARTIE I : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION

- Mot de la Présidente du CIDFF≈ rapport moral de la Présidente p.3
- Présentation du réseau p.4
- Historique de l'association p.5
- Identification de l'association p.6
- Composition et liste des membres du CA et du bureau p.7
- Liste du personnel du CIDFF - Nombre de salarié-e-s (dont femmes) et d'ETP p.8
- Formations suivies par les salarié-e-s et bénévoles p.10

PARTIE II : ACTIVITÉ du CIDFF

Introduction - Cartographie d'implantation du CIDFF sur le département p.11

- Liste des partenaires opérationnels et financiers p.12
- Dispositifs auxquels participe le CIDFF p.15

1°) Activité agréée d'information sur les droits p.16
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

2°) Activité d'accompagnement individualisé vers emploi p.18
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

3°) Activité d'accompagnement en faveur des femmes victimes de violences p.20

- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

4°) Activité relative au soutien à la parentalité p.22
- ✓ Bilan quantitatif
- ✓ Bilan qualitatif

5°) Activité relative à l'accueil-secrétariat à Aubenas p.25
- ✓ Bilan quantitatif

6°) Activité d'Organisme de formation p.26
- ✓ Certification QUALIOPI
- ✓ Formations dispensées

7°) Activité d'information collective p.26
- Activités lucratives
- Actions spécifiques, ponctuelles (8 mars, 25 novembre, 6 février) ou expérimentales
- Actions de communication du CIDFF

8°) Perspectives p.27

Articles de Presses p.29

PARTIE I :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION

Rapport Moral de la Présidente du CIDFF

Bonjour à toutes et à tous, et merci de marquer par votre présence, à distance ou physiquement, l'intérêt que vous portez aux missions du CIDFF de l'Ardèche.

En 2021, tout comme pour l'année 2020, notre association a dû faire face à la crise sanitaire, mais cette fois, nous avons pu anticiper la vague du télétravail en procurant à chaque salarié·e un téléphone portable avec un forfait internet conséquent permettant des partages de connexion et des appels illimités, ce qui a apporté un relatif confort en matière de conditions de travail. De plus, tous et toutes les salarié·e·s se sont vu·e·s pourvu·e·s d'ordinateur portable sauf les intervenant·e·s en espaces rencontres qui n'en ont eu qu'un par espace, le besoin n'étant pas le même. Cette initiative a également été la bienvenue lorsque nous nous sommes vu·e·s dans l'obligation de quitter les locaux du pôle de services suite à l'incendie dont il a été la cible. J'en profite, pour remercier la réactivité des salarié·e·s de la commune d'Aubenas ainsi que celle de ses élu·e·s, pour nous avoir trouvé à la fois des lieux de stockage pour nos documents mais également une salle pour nous permettre d'assurer la continuité de nos services, pendant le mois où l'accès à nos locaux nous a été impossible. Du côté de notre antenne à Annonay, nous avons eu également à subir des incivilités au sein de nos bureaux, qui là encore, ont perturbé, à la fois nos salarié·e·s à titre personnel mais également leur capacité à assurer la continuité des services.

C'est pourquoi, cette année encore plus que d'autre, je tiens à saluer le professionnalisme de toutes et tous nos salarié·e·s et les remercie au nom du bureau et du conseil d'administration d'avoir su, malgré tous ces aléas, continuer à mener de front leurs missions.

2021, a été, vous l'aurez compris, l'année des investissements au bénéfice des conditions de travail des salarié·e·s déjà bien malmené·e·s et pour se faire, nous avons également mis à leur disposition 2 véhicules de service supplémentaires : un 2ème sur Aubenas et un autre sur l'antenne d'Annonay.

Enfin, nous avons eu 2 salariées en formation : Nathalie EXMELIN, la directrice du CIDFF, qui a réussi son diplôme de master 2 de psychologie du travail et des organisations et est donc officiellement reconnue par l'ARS Psychologue du travail et Camille SCOTTO DI VETTIMO qui a suivi une formation pour être Conseillère numérique et a validé cette formation début 2022, félicitations à elles deux.

Vous verrez que nous avons pleins de projets à venir autant pour la MIFE que le CIDFF, et le bureau continue de travailler avec le comité social et économique sur la possibilité de rejoindre une convention collective afin d'assurer aux salarié·e·s du CIDFF des conditions de travail améliorées et plus pérennes.

Pour finir, je remercie nos financeurs et nos partenaires pour l'intérêt et le soutien qu'ils portent à nos missions. Merci également, au bureau pour son implication dans le fonctionnement du CIDFF, au Conseil d'Administration pour son soutien, son écoute et sa force de proposition.

Nous allons maintenant procéder au vote de ce rapport moral et l'approbation du Procès-Verbal de l'assemblée générale 2020.

Merci pour votre écoute

Pour le CIDFF de l'Ardèche
Geneviève RIEU
La Présidente

Présentation du réseau

Fondée en 1972 à l'initiative de l'État, la Fédération nationale des CIDFF est signataire d'un contrat d'objectifs et de moyens avec l'État. La Fédération nationale est un relais essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle représente les CIDFF auprès des instances nationales, européennes et internationales.

La Fédération Nationale des CIDFF assure la coordination nationale des 105 CIDFF. Répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et des outre-mer, les CIDFF animent plus de 1 500 permanences de proximité, en milieu urbain, rural ou sensible. Le réseau des CIDFF informe près de 500 000 personnes et délivre près de 950 000 informations.

La mission des CIDFF est reconnue dans le code de l'action sociale et des familles. Le décret du 23 décembre 2015 précise leur champ d'action qui se situe dans le domaine de l'accès aux droits : informer, orienter et accompagner les femmes en particulier et les familles, dans la lutte contre les violences sexistes, le soutien à la parentalité, l'emploi, la création d'entreprise, la citoyenneté, la santé et la sexualité.

Tête de réseau, la Fédération Nationale, propose des services qui permettent aux CIDFF de professionnaliser leur action : un centre de ressources documentaires en ligne, un service de formation, une veille juridique, un service statistique qui agrège et analyse les données statistiques recueillies auprès des CIDFF. Elle élabore des outils adaptés aux pratiques professionnelles de son réseau : guides, support de communication, référentiels métiers. Régulièrement associée à des programmes européens, elle lance et promeut des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il crée des partenariats à même d'être déclinés localement. Acteur et observateur des évolutions de la société, la Fédération Nationale organise des journées thématiques, colloques ou séminaires animés par des experts reconnus dans leur domaine de compétence.

Enfin, elle travaille en étroite collaboration avec l'administration centrale du Service des droits des femmes et de l'égalité ainsi qu'avec ses services déconcentrés. Elle est régulièrement auditionnée par les commissions parlementaires chargées des droits des femmes (Assemblée nationale, Sénat, Conseil économique, social et environnemental) pour livrer sa connaissance des problématiques émergentes concernant les femmes et les familles

La Fédération Régionale AURA est née le 3 octobre 2018 .
La FR-CIDFF en Auvergne Rhône-Alpes est un réseau composé de 9 CIDFF.
La FR-CIDFF a pour mission de coordonner les CIDFF de Auvergne Rhône-Alpes pour promouvoir et développer leur dimension régionale, en intégrant les spécificités des territoires.

Actions et capitalisation régionale
- Réponse Direction Régionale des Droits des Femmes sur des actions de sensibilisation aux Violences faites aux femmes dans les milieux ruraux
- Travail et réponse Régionale Auvergne Rhône-Alpes sur un projet d'action "ARIANE" sur l'accompagnement de femmes à l'emploi et à la formation présentée à la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Historique de l'association

Le CIFF de l'Ardèche a été créé le **6 février 1984** sous l'appellation Centre d'Information des Femmes et des Familles et Centre d'Information des Droits des Femmes de l'Ardèche à SAINT MAURICE D'IBIE.

En 1992, le CIDF07 devient organisme de formation.

En 1994, le CIDF 07 réalise un diagnostic sur l'accueil des femmes victimes de violences en Ardèche, début d'un investissement particulier sur ce domaine.

En 1995, premières permanences juridiques de "quartier".

En 1996, création d'un groupe de femmes sur le Quartier des Oliviers à AUBENAS.

En 1997, ouverture de 2 lieux d'exercice du droit de visite à AUBENAS et ANNONAY.

En 1998/1999, ouverture d'un Point Accueil et Soutien pour les Femmes Victimes de Violences, ouverture du service départemental de Médiation Familiale et première action de sensibilisation à l'accueil des Femmes Victimes de Violences pour les acteurs de terrain.

En 2001, premier Atelier Permanent d'Insertion au bénéfice des femmes du CIDF07.

En 2002, le CIDF07 devient Bureau d'Aide spécialisé "Femmes Victimes de Violence".

En 2007, le CIDF07 devient CIDFF07.

En 2013, déménagement au Pôle de Services au Quartier des Oliviers (Politique de la Ville) à AUBENAS**,** ouverture de l'Accueil de Jour des Femmes Victimes de Violences à AUBENAS et ANNONAY.

En 2014, 30 ans du CIDFF07, le CIDFF07 devient Référent Départemental Violences Conjugales.

En 2015, signature de la convention TGD (Téléphone Grand Danger), mise en place de VAE Collectives.

En 2016, déménagement de l'antenne d'ANNONAY au Quartier du Zodiaque, zone Politique Ville.

En 2017 et 2018 : stabilisation des actions et des finances. Le CIDFF07 devient membre de la FFER (Fédération Française des Espaces de Rencontre)

En 2018 : obtention du label interne SAVS "Services spécialisés d'Aide aux femmes victimes de Violences Sexistes" de la FNCIDFF

En 2019 : Mise en place des outils MAP (Mesure d'Accompagnement Protégé) et ERP (Espace Rencontre Protégé) en complément des Espaces Rencontre. Déploiement des permanences sous forme numérique dans les Maisons France Service. Ouverture de la permanence juridique Droit des Etrangers et Femmes Victimes de Violences étrangères.

En 2019 : Mise en place des permanences d'informations juridiques et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales au sein des hôpitaux d'Annonay et d'Aubenas.

En 2020 : Recrutement de 2 travailleuses sociales en charge des missions de Réseau d'Accueil Citoyen (RAC) et de Intervenantes Sociales en Commissariat et en Gendarmerie (ISCG). Obtention de la certification QUALIOPI, relative à notre organisme de formation. Mise en place de sensibilisation "Lutte contre le système prostitutionnel".

En 2021 : Recrutement d'une chargée de mission Egalité, d'une 2ème conseillère emploi à l'antenne d'Annonay. Développement des formations dans le respect des normes Qualiopi : « Lutter contre le système prostitutionnel », « Enfant victime de violences conjugales ».

Identification de l'association

Nom de l'association : CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE L'ARDECHE – CIDFF 07
N° SIRET : 329 325 393 000 59 - **RNA** : W072000091
Date de publication au JO des associations : 21/02/1984
Adresse du siège social de l'association : Quartier Les Oliviers – Pôle de Services – 30 avenue de Zelzate – 07200 AUBENAS
Adresse du site internet de l'association : https://ardeche.cidff.info/
Présidente : Mme RIEU Geneviève
Directrice : Mme EXMELIN Nathalie – cidff07@cidfff07.fr

Objet(s) de l'association : Afin de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes, l'association respecte le principe de laïcité et témoigne d'une neutralité sur les plans politique et confessionnel et a pour objet :

- d'informer les femmes et les familles sur leurs droits, dans une approche globale telle que définie par décret.
- de favoriser l'accès au droit du public en général et des femmes en particulier par l'accueil, l'écoute, l'information gratuite, l'accompagnement et/ou l'orientation dans les domaines juridique, professionnel, économique, social et familial, ceci de façon confidentielle et si nécessaire anonyme.
- de favoriser la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes par ses actions de terrain, notamment au sein des différents dispositifs territoriaux tels que les contrats de pays et les contrats d'agglomération ainsi que ceux liés à la politique de la ville, à l'accès au droit et à l'accès à l'emploi.
- de proposer, de développer et/ou de mettre en œuvre toute action en matière de lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes, quel que soit leur âge, que ce soit dans l'espace public, professionnel ou familial et d'impulser des mesures contre les discriminations sexistes, au besoin de défendre et assister les femmes victimes de violences sexistes.
- de proposer une aide et un accompagnement aux personnes en situation de prostitution, aux victimes de la traite des êtres humains, aux femmes victimes de violences ou aux personnes en difficulté.
- de diffuser toute information, par tout support adapté, concernant ses champs de compétences, tels qu'arrêtés par la charte des CIDFF et le Conseil d'Administration de l'association.
- de relayer auprès du public, les mesures législatives et l'action des pouvoirs publics permettant la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- de porter à la connaissance de la Fédération Nationale des CIDFF, les problèmes spécifiques exprimés par les femmes reçues par le CIDFF07, ainsi que toutes les propositions que l'association juge utiles permettant de faire évoluer la réflexion, les politiques et les dispositifs en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Date	Dénomination	Durée	Labels, certifications : agrément CIDFF, BAV, EICCF, référent violence, REAAP, label PIF…
27/04/1987	Organisme de formation	Annuelle	Agrément Préfecture de Région
1/01/2014	Espaces de Rencontres	Annuelle	Agrément Préfecture de l'Ardèche pour deux espaces de rencontres (Ardèche Nord et Ardèche Sud)
1/01/2014	Accueil de Jour "Femmes victimes de violences"	Annuelle	Agrément DRDFE
1/01/2015	Référent Départemental Femme victime de violence au sein du couple	Annuelle	Agrément Préfecture de l'Ardèche
1/09/2015	Téléphone Grave Danger	Annuelle	Convention Ministère de la Justice
1/01/2016	Habilitation Ministère Droits des Femmes	3 ans	Renouvellement agrément CIDFF
1/01/2016	BAIE Bureau Accompagnement Individualisé Emploi	Annuelle	Agrément CIDFF
1/07/2016	Election postale domicile personnes sans résidence stable	Annuelle	Agrément préfectoral
2017	Service spécialisé d'Aide aux Femmes Victimes de violences Sexistes		Agrément CIDFF
13/09/2017	Accompagnement parcours sortie de prostitution	Annuelle	Agrément Préfecture de l'Ardèche
2018	SAVS "Services spécialisés d'Aide aux femmes victimes de Violences Sexistes"	3 ans	Label FNCIDFF
16/11/2020	Certification QUALIOPI	Annuelle	Certification OF

Composition et liste des membres du CA et du Bureau avec respectivement prénom, nom, fonction et durée des fonctions au sein de l'association et profession(s)

Prénom	NOM	Membre du		Fonction occupée	Profession
		CA	Bureau		
Geneviève	RIEU	☒	☒	Présidente	Retraitée
Nicole	KOPP	☒	☒	Secrétaire	Retraitée
Jacques	DEGENEVE	☒	☒	Trésorier	Retraité
Serge	SCOTTO DI VETTIMO	☒	☒	Membre actif	Retraité
Louis	JEANNIN	☒	☒	Membre actif	Retraité
Pierre	ARSAC	☒	☐	Membre actif	Directeur du Crédit Mutuel
Anne-Dominique	BLANC	☒	☐	Membre actif	Retraitée
Stéphane	BOUR	☒	☐	Membre actif	Directeur de SOLEN
Daniel	BOUSSIT	☒	☐	Membre de droit	Directeur de DDTESPP
Corinne	BONNET	☒	☐	Membre associés	Elue titulaire de la CAF de l'Ardèche
Reine	LEPINAY	☒	☐	Membre de droit	FRCIDFF Auvergne RA
Danielle	MAGAND	☒	☐	Membre associés	Président de SOLIHA Ardèche
Sébastien	POINT-RIVOIRE	☒	☐	Membre associé	Directeur de PÔLE EMPLOI Aubenas
Ghislaine	BOUSQUET	☒	☐	Membre de droit	Présidente de la FNCIDFF
Vincent	AUZAZ	☒	☐	Membre actif	Président de la MISSION LOCALE ARDECHE MERIDIONALE
Nathalie	EXMELIN	☒	☐	Invitée permanente	Directrice du CIDFF 07
Jean-Brice	ROUVIERE	☒	☐	Invité permanent	Cabinet comptable ROUVIERE
Jeanine Emmerson	STOESEL HENOC	☒	☐	Invité-e permanent-e	Déléguée du personnel Suppléant
Jean-Yves	MEYER	☒	☐	Membre de droit	Maire d'Aubenas
Françoise	OROZCO	☒	☐	Membre actif	Retraitée
Marie-Noëlle	DURAND	☒	☐	Membre actif	Retraitée
Andrée	GERARD	☒	☐	Membre associée	CFDT DRÖME-ARDECHE
Olivier	AMRANE	☒	☐	Membre de droit	Président du Conseil Départemental de l'Ardèche
Mathilde	GROSPIERRE	☒	☐	Membre associée	Mairie de PRIVAS

Liste du personnel du CIDFF : fonctions "internes" (associatives, administratives) et fonctions "externes" (professionnelles) à l'association

Prénom	NOM	Fonction occupée / Profession	Genre	ETP
Directrice				
Nathalie	EXMELIN	Directrice	Mme	1.00
Marine	ARRES	Directrice Adjointe	Mme	1.00
Secrétaires				
Sylvie	CHATEL	Secrétaire/ Comptable	Mme	1.00
Isabelle	GOMAS	Secrétaire/ Coordinatrice administrative des espaces rencontres	Mme	1.00
Sandra	LEBOUL	Secrétaire/ en charge du suivi des statistiques, fiches temps et congés	Mme	1.00
Zoé	QUESNOT	Secrétaire/en charge du site internet	Mme	1.00
Juristes				
Mathieu	DESMOULIN	Juriste	Mr	0.82
Charlotte	SIMON	Juriste	Mme	1.00
Clémence	TIMMERMAN	Juriste	Mme	1.00
Alysée	DUBUIS	Juriste	Mme	1.00
Juliette	DECHAUD	Juriste	Mme	0.82
Zoé	GARAND	Juriste	Mme	1.00
Travailleur·se·s sociales				
Alisson	BERGOGNON	ISCG / RAC	Mme	0.9
Aurore	PAILHES	ISCG / RAC	Mme	0.9
Cynthia	MAGALHAES	ISCG / RAC	Mme	0.9
Laure	RAYNAUD	ISCG / RAC	Mme	0.9
Conseiller·ère·s Emploi/Formation				
Elise	BESSON	Conseillère Emploi/Formation	Mme	1.00
Marion	LAVOST-TOURTET	Conseillère Emploi/Formation	Mme	0.89
Emilie	MINODIER	Conseillère Emploi/Formation	Mme	0.79
Camille	SCOTTO DI VETTIMO	Conseillère Emploi/Formation	Mme	1.00
Philippe	SAGNES	Conseiller Emploi Formation	M	1.00
Floriane	GONNET	Conseillère Emploi Formation	Mme	0.75
Céline	SCHERTZER	Conseillère Emploi/Formation	Mme	0.60
Chargé·e·s de mission Egalité				
Fanny	ORTILLON	Chargée de mission Egalité	Mme	0.69
Laura	MONNIER	Chargée de mission Egalité	Mme	0.69
Intervenant·e·s Espaces de Rencontre				
Céline	ANTHERION	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Laurence	AVANDETTO	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Célia	CARPAYE	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Céline	DACHIS	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Jean-Marie	DUTANG	Intervenante en Espaces Rencontres	M.	0.10
Jessica	EBERLIN	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Emmerson	HENOC	Intervenant en Espaces Rencontres	M.	0.10

Intervenant·e·s Espaces de Rencontre (suite)				
Gilles	KACHELHOFFER	Intervenant en Espaces Rencontres	M	0.10
Aude	MEHL	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Anaïs	MODRIN	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Charlotte	SIMON	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Laura	MONNIER	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Jeannine	STOESEL	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Marine	MEYNIAL	Intervenante en Espaces Rencontres	Mme	0.10
Total nombre de salarié-e-s ETP				**16.79**

Formations suivies par les salarié-e-s et bénévoles du CIDFF (nom et prénom des salairé.es et des bénévoles, fonctions occupées au CIDFF, intitulé et domaine d'intervention de la formation, nombre de jour par formation

NOM	Prénom	Statut		Titre de la formation	Date
		Salarié-e	Bénévole		
EXMELIN	Nathalie	X		Master 2 Psychologie du travail et des organisations	Octobre 2020 à juin 2021
BESSON	Elise	X		Lutte contre le système prostitutionnel	15fev2021
TIMMERMAN	Clémence	X		DOMIFA	19-janv-21
SCOTTO DI VETTIMO	Camille	X		Formation supplémentaire à l'utilisation du logiciel Transférence	23/02/21+09/03/21
SCHERTZER	Céline	X		Formation supplémentaire à l'utilisation du logiciel Transférence	23/02/21+09/03/21
BESSON	Elise	X		Action de professionnalisation à la médiation active	14/12/2021
BESSON	Elise	X		Eclairer le choix de la forme juridique et son impact en matière social et fiscal	20/10/21 au 22/10/21
LEBOUL	Sandra	X		Formation a la gestion des locaux de la poste	18/01/21 au 28/01/21
ARRES	Marine	X		Surendettement / Inclusion bancaire	01-mars-21
SIMON	Charlotte				01-mars-21
DESMOULIN	Mathieu				01-mars-21
TIMMERMAN	Clémence				01-mars-21
BESSON	Elise	X		Accompagner les séniors vers l'emploi 29/11 au 09/12/2021	
LAVOST TOURTET	Marion	X			
SCOTTO DI VETTIMO	Camille	X		Certificat Professionnel de Responsable d'Espace de Médiation Numérique	A partir du 11 octobre 2021
SIMON	Charlotte	X		Les effets des violences conjugales sur le droit de séjour	22 octobre
BERGOGNON	Alisson	X		"LUTTER CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL"	06 décembre 2021
PAILHES	Aurore	X		"LUTTER CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL"	06 décembre 2021
DECHAUD	Juliette	X		"LUTTER CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL"	06 décembre 2021

PARTIE II :

ACTIVITÉ DU CIDFF DE L'ARDECHE

Introduction : Mission d'égalité femmes hommes qui se décline sur le territoire par :

- la mise en place de 24 lieux de permanences juridiques pour tous qui sont également des lieux d'entrée discrète pour l'accompagnement des femmes victimes de violences.
- 9 lieux de permanences pour le bureau d'aide individualisé à l'emploi (BAIE) qui permet d'accompagner les femmes à l'emploi en leur permettant de travailler sur leurs freins : garde d'enfants, mobilité, confiance en soi, élargissement des choix professionnels, articulation des temps de vie personnelle et professionnelle.
- 2 espaces rencontres pour travailler sur la parentalité en termes d'égalité mais également en prenant en compte la problématique des femmes victimes d violences conjugales.
- Des actions de formation et de sensibilisation sur les thématiques de l'égalité femmes hommes en générale, de l'égalité professionnelle, des violences conjugales, d'élargissement des choix professionnels.

Carte du département avec localisation du siège, des permanences du CIDFF (quartiers politique de la ville, MSAP, maisons France Services et rurales)

Permanences Accès au Droit :

AUBENAS : Siège Social - Commissariat de Police- Centre Social de Pont d'Aubenas – Hôpital – Mission Locale
ANNONAY : Antenne - Gendarmerie – Hôpital
BOURG SAINT ANDEOL : Maison France Services - CMS
GUILHERAND-GRANGES: CMS
DAVEZIEUX : CMS
LAMASTRE : CMS
LARGENTIERE : Gendarmerie
LE CHEYLARD : Gendarmerie
LE TEIL : CMS – Centre Socio Culturel
LA VOULTE SUR RHÔNE : MFS – Maison France Services
PRIVAS : CMS
ROSIERES : Mairie
SAINT MARCEL D'ARDECHE : MFS
TOURNON-SUR-RHÔNE : Centre Socio-Culturel — Gendarmerie
LES VANS : MSAP/CMS
ST AGREVE - THUEYTS: numérique en MSAP
VALLON PONT D'ARC : MSAP/CMS
GUILHERAND GRANGES : Commissariat

Permanences Emploi / Formation

AUBENAS : Siège Social
ANNONAY : Antenne
LE TEIL : Centre Socio-Culturel
LAMASTRE : Mairie
PRIVAS : Mairie CCAS– Pôle Emploi
TOURNON-SUR-RHÔNE : Centre Socio-Culturel
VALLON PONT D'ARC : MFS/CMS

Zones politique ville :

Quartier des Oliviers à Aubenas
Pont d'Aubenas à Aubenas
Quartier du Zodiaque à Annonay

Liste des partenaires opérationnels (associations, entreprises, établissements scolaire, collectivités publiques, observatoires…) et des conventions de partenariat signées

Partenaire (Institutions)	Opérationnel/ financier	Titre du projet ou de l'action	Territoire concerné	Fonctions dédiées
Préfecture de Région - Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité	☐ op. ☒ fin.	Permanences d'accès au droit, Violences faites aux femmes, BAIE, Accueil de Jour, Centre documentaire Egalitic, 25 novembre, 8 mars, formation des médecins et des magistrats, des directions de primaire	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
DDETSPP - Déléguée Départementale Droits des Femmes et à l'égalité	☒ op. ☒ fin.	Violences faites aux femmes, Accueil de Jour, Centre documentaire, Egalité professionnelle, 25 novembre, 8 mars, égalité professionnelles femmes hommes, Formation des professionnels aux violences conjugales, formation des médecins et des magistrats, des directions de primaire	DEPARTEMENT	Direction, conseiller-ère-s emploi formation, Juristes, Administratives
Préfecture de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Partenariat Agents de la Préfecture, mise à disposition de locaux, Agréments ER et parcours sortie de prostitution, référent départemental violences intra familiales, MSAP, financement TGD et ISCG	DEPARTEMENT	Direction, Conseiller-ère-s Emploi/Formation, ISCG, Administratives
DEPARTEMENT de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences, Espaces de Rencontres, circuit des métiers du numérique, ISCG	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, ISCG, Administratives
CAF de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Espaces de Rencontres, Partenariat travailleurs sociaux pour l'accompagnement des femmes, informations collectives après la séparation, Site internet Enfants victimes de violences conjugales	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
DDETSPP	☒ op. ☒ fin.	VAE Collectives en IAE	DEPARTEMENT et Nord Ardèche	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Missions Locales	☒ op. ☐ fin.	Interventions égalité femme homme, Informations juridiques, Collectifs emplois, VAE	DEPARTEMENT : 3 missions locales (nord, centre-Ardèche, sud-Ardèche)	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Ordre des avocats	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Formation des professionnels aux violences conjugales, Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction, Juristes,
CDAD de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Permanences points justices	DEPARTEMENT	Direction, Juristes,
Hôpitaux	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Formation des professionnels aux violences conjugales, Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT (Aubenas-Annonay)	Direction, Juristes,
Gendarmeries de l'Ardèche	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences, mise à disposition ISCG	DEPARTEMENT : Groupement07, Annonay, Tournon-sur-Rhône	Direction, Juristes,
Commissariats de Police	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences, mise à disposition ISCG	Aubenas	Direction, Juristes,
MSA de l'Ardèche	☒ op. ☒ fin.	Espaces de Rencontres, Partenariat travailleurs sociaux pour l'accompagnement des femmes	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives

Liste des partenaires opérationnels (suite)

Partenaire (institutions)	Opérationnel/ financier	Titre du projet ou de l'action	Territoire concerné	Fonctions dédiées
Ardèche Habitat	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives, conseillères emploi
ADIS	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives, conseillères emploi
AMAV	☒ op. ☐ fin.	TGD	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives
France Addict	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives
REAAP	☒ op. ☒ fin.	Commission Parentalité, Outils numérique "enfant victime de violences", Espaces de Rencontres	DEPARTEMENT	Direction, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
Collèges-Lycées	☒ op. ☒ fin.	Interventions milieux scolaires : égalité fille garçon, élargissement des choix professionnels, prévention des violences sexistes	Annonay : Collège Les Perrières, Lycée Marc Seguin, Tournon-sur-Rhône : Lycée Professionnel Aubenas : Collège de Jastres et de Roqua, Lycée Marcel Gimond, LAOS, Le Teil : Collège Chamontin Privas : Lycée Sacré Cœur Chomérac : collège	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
COMMUNES du Département	☒ op. ☒ fin.	Hébergement du siège à Aubenas, mise à disposition de locaux pour les Espaces de Rencontres, Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences, Accompagnement des femmes à l'emploi	Aubenas, Annonay, Privas; Le Teil, Tournon-sur-Rhône, Rosières, Saint Maurice d'Ibie, Joyeuse, Vallon Pont d'Arc	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Cour d'Appel de NÎMES	☐ op. ☒ fin.	Accompagnement Femmes victimes de violences, TGD, Espaces de Rencontres	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
REGION Auvergne Rhône-Alpes	☐ op. ☒ fin.	Accueil, Information, Orientation et Accompagnement de salari-é-es et de sénior-e-s (CPO MIFE), accueil, information et orientation des femmes et dispositif ARIANA	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Pôles Emplois du département	☒ op. ☐ fin.	Accueil, Information, Orientation et Accompagnement de salari-é-es et de sénior-e-s en tant que CEP (portage MIFE), Accompagnement à l'emploi de femmes	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
CHRS (115)	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives
EPE07	☒ op. ☒ fin.	Commission Parentalité, Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Accompagnement Femmes victimes de violences, Plan Pauvreté 2021	Aubenas	Direction, Juristes, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives

Maisons France Services	☒ op. ☐ fin.	Espaces de Rencontres, Partenariat travailleurs sociaux pour l'accompagnement des femmes, permanences informations juridiques, emploi-formation	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Accueillants Espaces de Rencontres, Administratives
Fond Social Européen - FSE	☐ op. ☒ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Création d'activité	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
MDEF	☒ op. ☐ fin.	Partenariat Emploi/Formation/Création activité	Sud Ardèche	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
GRETA(S) ARDECHE	☒ op. ☐ fin.	Assistance renforcée VAE	Sud-Ardèche	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Structures de l'IAE Collectif Emplois Solidaire	☒ op. ☐ fin.	Vae Collective	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
FONDATIONS	☒op. ☒ fin.	Mixité dans l'apprentissage, Apprentissage numérique des femmes, Maison Digitale, Création d'activité des femmes	Sud-Ardèche	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
Entreprises	☒ op. ☐ fin.	Sécurisation des parcours des salarié-e-s en entreprise, VAE Collectives	DEPARTEMENT	Direction , Conseillères Emploi/Formation, Administratives
SCOP	☒ op. ☐ fin.	Mise à disposition de locaux	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
AMESUD	☒ op. ☐ fin.	Partenariat Emploi/Formation/Création activité	Sud-Ardèche : Communauté de Communes Beaume-Drobie	Direction, Conseillères Emploi/Formation, Administratives
SOLIHA	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives
MRAP	☒ op. ☐ fin.	Permanences d'accès au droit	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Administratives
Centres Sociaux Culturels	☒ op. ☐ fin.	Accompagnement BAIE des femmes à la formation et à l'emploi, Permanences d'accès au droit, Accompagnement Femmes victimes de violences, Accueil, Information, Orientation et Accompagnement de salarié-e-s et de sénior-e-s en tant que CEP (portage MIFE), Accompagnement à l'emploi de femmes	Tournon-sur-Rhône : Centre Social-Culturel, Aubenas : Au fil de l'Eau, ASA, Le Palabre Annonay : Centre Social Zodiaque	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation, Administratives

Dispositifs auxquels participe le CIDFF de l'Ardèche

Nom dispositif	Titre projet	Territoire	Fonction	Budget action
Information sur les droits	Permanences d'informations juridiques	DEPARTEMENT	Juristes	77382 €
	Informations collectives sur les droits			5000 €
	8 Mars		Toute l'équipe	1000 €
Violences faites aux Femmes	25 Novembre	DEPARTEMENT	Toute l'équipe	0 €
	Accueil de Jour			37000 €
	Formations aux violences conjugales			9500 €
	TGD			1850 €
	Outil numérique enfants victimes de violences conjugales			400 €
Mission transversale : Egalité femme homme	Egalitic	DEPARTEMENT	Direction, Juristes, Conseillères Emploi/Formation	0€
	Egalité Professionnelle			0 €
	Interventions en milieu scolaire			4394 €
Emploi/formation	BAIE accompagnement des femmes à l'emploi et formation	DEPARTEMENT	Direction, Conseillères Emploi/Formation	38718 €
	ARIANE			45600 €
	Contrat Objectifs MIFE			84366 €
	Toutesport			4000 €
	Parcours renforcé vers l'emploi FSE			53270 €
Parentalité	Espaces de Rencontres	DEPARTEMENT	Direction, Accueillants Espaces de Rencontres	195055 €
Prestation de services	Sensibilisation/formation	DEPARTEMENT		14294 €

1°) Activité agréée d'information sur les droits

✓ Bilan quantitatif :

1388 personnes reçues (1118 personnes reçues en 2020)

Nombre de personnes accueillies par le personnel de la structure	Dont téléphonique	Nb de personnes reçues par les intervenants	Dont téléphonique
2915	2591	**1388**	490

35% des informations se sont faites par téléphone, dû à la situation sanitaire incitant au télétravail.

	Personne physique	Personne morale
Homme	334	0
Femme	985	69
TOTAL GENERAL	1319	69

	TOTAL
Moins de 25 ans	37
25/35 ans	238
36/45 ans	501
46/55 ans	404
56/65 ans	106
+ de 65 ans	102

Ce critère n'évolue pas, ou peu, avec d'année en année une fréquentation relativement stable par tranches d'âges.

Domaines d'interventions :
Les domaines d'intervention sont variés, et concernent avant tout le droit de la famille (mariage, divorce, enfants, concubinage, pacs, successions, etc.), mais aussi le droit du travail, le droit du logement, le droit des étrangers, le droit de la consommation, etc.
La diversité des profils des juristes du cidff07 permet une approche d'ensemble des problèmes d'une personne dont la demande en droit n'est parfois qu'un aspect particulier. L'orientation des personnes est ainsi facilitée en interne (service emploi, parentalité, etc.), ou en externe, en s'appuyant sur les ressources de proximité (associations, juridictions, service sociaux, etc.).

	% des demandes	Nb de personnes reçues - **1388**
Droit de la Famille (divorce, autorité parentale, pension alimentaire...)	39.4	547
Droit du travail (stage, licenciement, retraite...)	11.7	163
Droit du logement	8.1	113
Droit de la consommation	1.8	25
Droit des tutelles	2.5	35
Droit des Étrangers	11.7	163
Lutte contre les discriminations	0.07	1
Droit Pénal Victimes/Auteurs (hors VC/VIF)	18.5	258
Droit Administratif (urbanisme, fonction publique..)	2.3	33
Autre domaines du droit	3.6	50

NB : % indicatif en retenant <u>le thème principal</u> abordé lors de l'entretien, plusieurs thématiques sont susceptibles de l'être.

- ✓ Bilan qualitatif :

Le CIDFF de l'Ardèche exerce une mission d'information générale de tous les publics sur leurs droits et obligations ainsi que leur orientation vers les organismes chargés de la mise en œuvre de ces droits. Cette mission se situe dans le cadre global d'une mission confiée par l'état.
L'information est individuelle et personnalisée, et dispensée dans un souci de la rendre accessible et compréhensible. L'objectif est aussi d'offrir l'éclairage nécessaire à la personne, afin qu'elle puisse agir en connaissance de cause, l'accompagnant aussi vers une plus grande autonomie.

La mission des juristes étant de nature strictement informative, elles.ils transmettent à la personne les règles de droit applicables à la situation exposée, sans lui délivrer de conseil. Les juristes orientent alors la personne vers autres les professionnels du droit : avocats, notaires, huissiers, magistrature, etc.

Listes de lieux de permanences : 25 Permanences en Ardèche réparties dans 20 communes
Liste au 31.12.21 :

Aubenas (x5) : Siège, CH, Pont d'Aubenas, Mission locale, Commissariat
Annonay(x3) : Antenne, CH, Gendarmerie
Guilherand Granges (x2) : CMS et Commissariat Création novembre 2021
Davézieux : CMS
Lamastre : CMS
Le Cheylard : Gendarmerie
Tournon : Gendarmerie
La Voulte : MFS
Le Teil (x2) : CS, CMS
Privas (x2) : CMS (généraliste et spécialisée)
Rosières : mairie
Les Vans : MFS
Vallon : MFS
Bourg st Andéol : CMS
St Marcel d'Ardèche : MFS
Largentière : Gendarmerie
Visio (x3) : MFS de Thueyts, Villeneuve de Berg et St Agrève

Afin de consolider son partenariat local et offrir aux justiciables ardéchois.e.s des lieux de permanences adaptés à leur besoin, la stratégie de développement du CIDFF07 consiste à tenir des permanences dans des lieux variés et complémentaires, comme par exemple :

- En centres hospitaliers à Aubenas et à Annonay.
- En gendarmerie à Annonay, Tournon, le Cheylard, Largentière et en Commissariat à Aubenas
- En Centres médicaux sociaux (CMS) à Privas, Le Teil, Bourg st Andéol, Davézieux
- En MFS (Maisons France service – ex.MSAP) à Les Vans, Vallon Pont d'Arc, La Voulte, St Marcel d'Ardèche
- En Mairie à Rosières

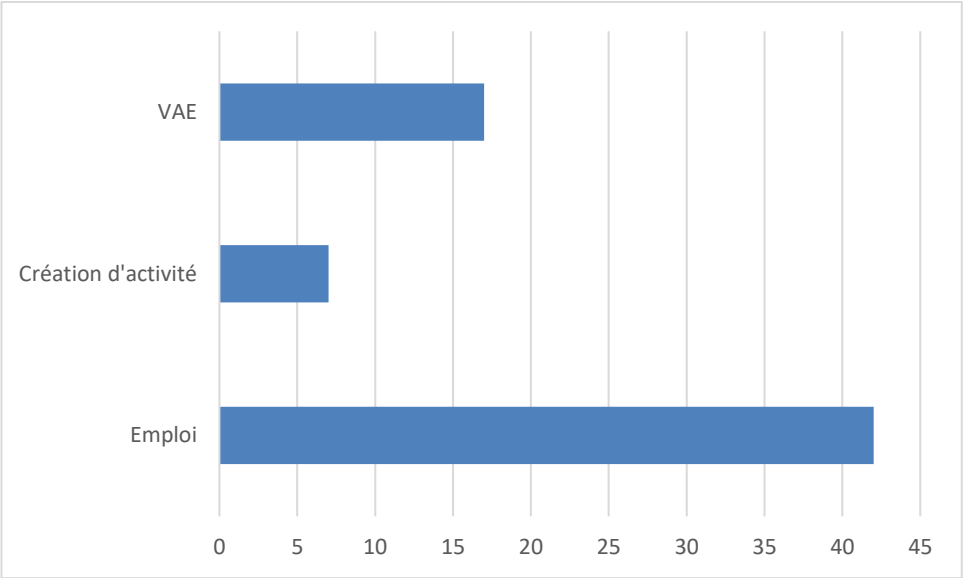
Le CIDFF de l'Ardèche a également développé, dans un souci d'accessibilité aux victimes résidant en milieu très rural, ou ayant des difficultés à se déplacer, notamment en raison du contrôle et de l'emprise qu'elles subissent, une permanence en Visio mensuelle, via Skype, en partenariat avec les Maisons France Service de St Agrève, VDB et Thyets.
En complément, 2 permanences téléphoniques hebdomadaires sont proposées.

2°) Activité d'accompagnement individualisé vers emploi

- ✓ Bilan quantitatif :

Pour le CIDFF de l'Ardèche :
568 personnes ont été accueillies et orientées en 2019 par le service Emploi/Formation
230 personnes (dont 256 femmes) ont été accompagnées

Dont, sur le financement Ariane par la Région Auvergne Rhône-Alpes et le FSE pour l'accompagnement de **129 femmes**. Les accompagnements ont été ponctués par des collectifs : Collectif de Dynamisation, Toutesport, Circuit des métiers.



73 PERSONNES ONT EU DES SORTIES POSITIVES

Pour la MIFE de l'Ardèche :
326 ont été reçues et informées, 142 personnes accompagnées dont 61 sénior·e·s conseillé·e·s et accompagné·e·s.

- ✓ Bilan qualitatif :

Les chiffres de l'emploi (confinement oblige) sont globalement en baisse.

Pour le CIDFF de l'Ardèche :

Le maintien de financement de la DRDFE ainsi que des fonds de la CAF nous a permis de recevoir par téléphone ou en présence par nos services d'information professionnelle 568 personnes dont 481 femmes et d'accompagner 91 femmes sans statut particulier sur l'accompagnement à la formation et à l'emploi.

Une action ARIANE a été négocié avec la Région Auvergne Rhône-Alpes avec du FSE qui a permis d'accompagner 129 personnes vers l'emploi et la formation, dont 51 ont trouvé un emploi et 28 sont entrées en VAE ou 2 en formation.

Pour la MIFE de l'Ardèche :

Pour la MIFE de l'Ardèche, les chiffres sont également en baisse concernant les salarié-e-s mais nous avons de plus en plus de sénior-e-s.

Nous avons également, malgré le confinement mis en place un visentreprise par zoom.

<u>Perspectives 2022</u>

Le <u>CIDFF de l'Ardèche</u> projette de continuer les collectifs de mobilisation Toutesport, les circuits des métiers et les ateliers clic & droit sur le bon usage du numérique et l'accès au droit.

Nous souhaitons créer un collectif a minima de femmes qui souhaite créer sou la forme statutaire de SAS ou de SCOP.

Nous souhaitons relancer une VAE collective dans le sanitaire et sociale en lien avec les services de la MIFE.

La <u>MIFE de l'Ardèche</u> va organiser son accompagnement plus spécifiquement à destination des Sénior-e-s en organisant des rencontres avec les entreprises lors d'action Visentreprise. Nous allons développer les accompagnements de la MIFE en lien avec les entreprises et les salarié·e·s fragilisé·e·s en répondant à l'AAP FSE « Same SécuR ».

3°) Activité d'accompagnement en faveur des femmes victimes de violences

Les besoins des femmes victimes de violences et de leurs enfants sont multiples (accueil, Information, conseil/aide juridique, accompagnement et soutien psychologique, hébergement, relogement...).
Or, de nombreux acteurs interviennent dans leur parcours vers l'autonomie, sans que la coordination des différents intervenants et la continuité des parcours soient systématiquement assurées. Cette situation constitue une difficulté supplémentaire et un obstacle important pour les femmes victimes de violence qui, en situation traumatique, doivent rechercher tous les interlocuteurs susceptibles de les aider.

Le CIDFF de l'Ardèche est désigné par le Préfet de l'Ardèche comme « association référente sur le département en termes de lutte contre les violences faites aux femmes ».
(Instruction N°DGCS/SDFEFH-B2/2012/112 du 9 mars 2012)

- ✓ Bilan quantitatif :

En 2021, la fréquentation de ce service, assuré par des juristes (bac+4 min.) formées à ce type d'accompagnement, et à la connaissance du réseau local de lutte contre les violences, est en augmentation :

NOMBRE TOTAL DE VICTIMES DE VIOLENCES RECUES AU CIDFF07 TOUS DISPOSITIFS CONFONDUS			FEMMES	HOMMES
2019 (AJ+LEAO)		418	398	20
2020(AJ+LEAO)		440	414	26
2021	(AJ+LEAO)	**797**	756	41
	(AJ+LEAO+ ISCG*)	**966**	917	49

**statistique ISCG à compter de mars/avril 2021*

- ✓ Bilan qualitatif :

Les différents dispositifs opérant à cette mission :

A./ LEAO : Les lieux d'accueil, d'écoute et d'orientation

De façon délocalisé sur le territoire ardéchois, les LEAO ont pour mission l'écoute, l'information, l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales.

Ce lieu d'écoute permet de briser le silence. L'appel téléphonique constitue souvent le premier contact, suivi ou pas d'un premier rendez-vous. Afin de favoriser la parole de la victime, une disponibilité est donc nécessaire.
Le juriste référent accompagne et informe sur les actions possibles afin de rompre avec le vécu de la violence (se situer dans le cycle de la violence, comment préparer son départ, activer un dossier de demande de logement,).
L'orientation et l'accompagnement vers des partenaires spécialisés est effectué régulièrement (partenaires du réseau local de lutte contre les violences faites aux femmes, avocats, démarches relatives au dépôt de plainte, …)
Dans le temps, l'accompagnement permet de mesurer l'évolution de la situation.

Listes des LEAO au 31.12.21 : 22 LEAO en Ardèche réparties dans 16 communes

4 : Aubenas (x4) : CH, Pont d'Aubenas, Mission locale, Commissariat
2 : Annonay(x2) : CH, Gendarmerie
2 : Guilherand Granges (x2) : CMS et Commissariat Création novembre 2021
1 : Davézieux : CMS
1 : Lamastre : CMS
1 : Le Cheylard : Gendarmerie
1 : Tournon : Gendarmerie
1 : La Voulte : MFS
2 : Le Teil (x2) : CS, CMS

1 : Privas : CMS
1 : Rosières : mairie
1 : Les Vans : MFS
1 : Vallon : MFS
1 ; Bourg st Andéol : CMS
1 : St Marcel d'Ardèche : MFS
1 : Largentière : Gendarmerie

B./ AJ : Accueil de Jour Violences Conjugales

Créé par le 3e plan et consolidé par le 4e, le dispositif accueil de jour consiste à mettre à disposition des femmes victimes de violences une structure de proximité ouverte sans rendez-vous durant la journée pour les accueillir, les informer, les orienter. Elle permet de préparer, d'éviter ou d'anticiper le départ du domicile pour les femmes et le cas échéant leurs enfants.

Ce dispositif favorise une prise en charge précoce et contribue à une plus grande fluidité dans le parcours des femmes victimes de violences. (Circulaire DGCS/SDFEFH-B2 no 2012-158 du 13 avril 2012 relative au financement d'accueils de jour pour les femmes victimes de violences au sein du couple dans chaque département).

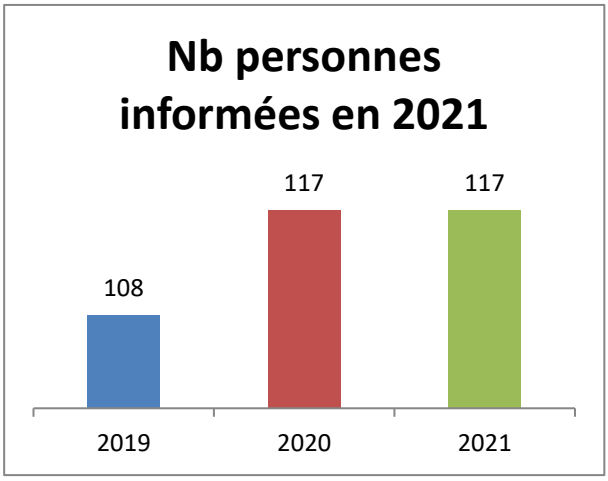
Ouvert depuis janvier 2014 et assuré par l'équipe de 5 juristes, l'accueil de jour femmes victimes de violences conjugales est ouverts 5 jours par semaine, du lundi au jeudi, au siège de l'association, à Aubenas, et à son antenne à Annonay.
A noter que en 2021, à Annonay, l'accueil de jour s'organisait sur 1 journée, le mercredi.

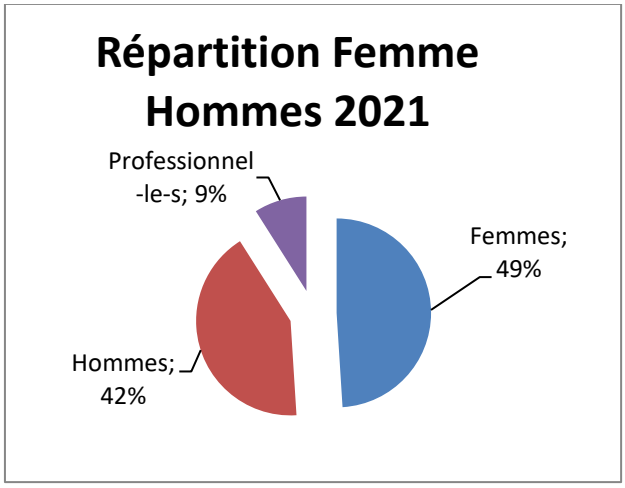
En 2021, la fréquentation des différents dispositifs liés à cette mission, assuré par des juristes (bac+4 min.) formées à ce type d'accompagnement, et à la connaissance du réseau local de lutte contre les violences, est en augmentation.

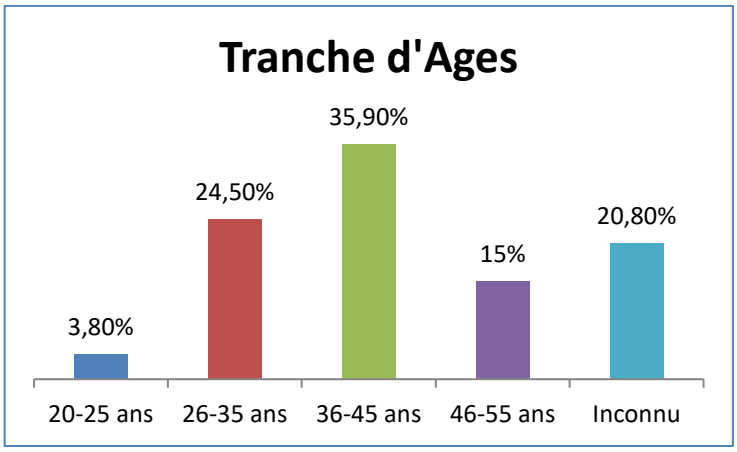
4°) Activité relative au soutien à la parentalité

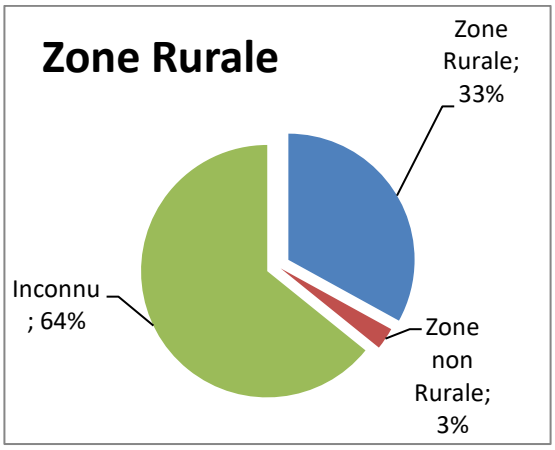
✓ Bilan quantitatif :

61 familles (+27%) ont été accueillies soit 92 enfants (+31%) pour 414 visites (+60%).









✓ Bilan qualitatif :

Les chiffres 2021 cumulés pour les deux espaces de rencontres permettant d'avoir une vision de cette activité au sein du CIDFF de l'Ardèche sont les suivants :

↳ 61 familles (+27%) accueillies pour 92 enfants (+31%)

↳ 414 rencontres-droits de visites fixées (+60%) dont 22 "passages de bras" (-15%), 300 droits de visites "classiques" (+50%) et 92 avec "sorties" (+179%). Constat d'une hausse de 16% d'absences aux droits de visites notamment dû au fait du COVID (isolement, maladie)

↳ 125 rendez-vous (Entretien préalable individuel, bilans) fixés avec les familles (chiffre stable). Constat d'une baisse des absences à ces rdv (-57%)

↳ 9 situations MAP (+13%) ont été mises en place, pour 9 enfants, soit 49 trajets Aller/Retour (+88%)

↳ 12 situations ERP ont été mises en place, pour 18 enfants, soit 54 droits de visites (+15%)

Profils des situations :

↳ Personnes visiteuses : 72 % des situations où c'est le père qui est visiteur (chiffre en baisse de 11%) ; 26% des situations où c'est la mère qui est visiteuse (chiffre à nouveau en augmentation : +50%) ; 2 % des situations où se sont les grands-parents qui sont visiteurs (chiffre stable)

↳ Nombre d'enfants par situation : 65% des situations où il y a 1 seul enfant ; 23% des situations où il y a 2 enfants et 12% des situations où il y a 3 enfants et plus

↳ Ages des enfants : 1% des situations où l'-les enfant-s a-ont entre 0 et 2 ans (forte baisse -89%) ; 7% des situations où l'-les enfant-s a-ont entre 3 et 5 ans (en baisse également de 50%) ; 55% des situations où l'-les

enfant-s a-ont entre 6 et 11 ans (principale tranche d'âge accueillie, chiffre en hausse de 65%) ; 37% des situations où l'-les enfant-s a-ont plus de 12 ans, public "ados" (augmentation de 47%, avec une très forte augmentation de l'accueil des 15-17 ans +400%)

↳ Rythme des rencontres : 57% des situations ont 2 droits de visites par mois et 39 % en ont 1 par mois. Les 4% restant représentent les familles pour lesquelles le rythme n'avait pas été défini au 31 décembre, l'entretien préalable du parent visiteur n'ayant pas encore eu lieu

↳ Durée des mesures : les mesures durent principalement soit moins de 6 mois (42%) soit de 6 mois à 1 an (42%) ; de 1 à 2 ans pour 14% des situations et plus de 2 ans pour 1% des familles.

L'activité des espaces de rencontres c'est aussi :

1419.42 heures d'ouvertures (droits de visites, rendez-vous, réunions, administratifs, fonctionnement) (-24%), pour 466 jours cumulés d'ouvertures, dont 42 samedis cumulés.

3787.52 heures d'activité totale tous salarié-e-s confondu-e-s : 12 intervenant-e-s mais aussi le personnel administratif : Direction, Comptabilité et Coordination.

La répartition du temps de travail des intervenant-e-s se fait de la manière suivante :

- Droits de visites : 46%
- MAP : 6%
- ERP : 7%
- Rendez-vous avec les familles : 18%
- Réunions : 10%
- Supervision : 4%
- Divers : 9%

77%

On dénombre 102 nouvelles mesures en 2021 : 87% émanant des JAF, principalement du TJ de Privas, 4% de la Cour Appel de Nîmes et 6% sur "invitation" (demande de l'un ou les deux parents, sans décision de justice, mais avec accord amiable des deux parents), soit une très forte augmentation de 112% des décisions JAF.

63% des nouvelles mesures judiciaires ont une ou des "problématique-s" :

- **55% de violences conjugales (+94%)**
- 13% troubles psychiatriques (+167%)
- 33% problème-s d'addiction-s (+50%).

DIFFICULTES RENCONTREES

- Confinements et mesures sanitaires évolutives auxquelles nous devons sans cesse nous adapter et composer.
- Liste d'attente : Pour Ricochet, 6 demi-journées supplémentaires en 2021, de janvier à mars inclus, ont été afin de proposer 3 rendez-vous aux familles par samedi, soit 18 rendez-vous supplémentaires.
- Problématiques des situations qui relèvent plutôt, soit de la médiation conjugale soit de lieu neutre, pour la sécurité de l'enfant, plus que des espaces rencontres.
- Location d'un véhicule pour assurer les MAP à l'espace de rencontre" La Courte Echelle" à Tournon-sur-Rhône : seul lieu de location possible se situe à Romans-sur-Isère à 40 Km aller-retour de l'espace de rencontre. A compter de septembre 2021, un véhicule de service a été mis à disposition des salarié-e-s de l'antenne d'Annonay.

PROFESSIONNALISATION-PARTENARIATS

- Ouverture des deux espaces de rencontres à la journée de 9h à 17h à compter de janvier
- Stabilisation des temps de "Supervision" des équipes 1.5 heures par mois, soit 18 heures annuelles.
- Formations de tout le personnel, les intervenant-e-s, la chargée administrative, soit 13 personnes, à l'"Impact des violences conjugales sur les enfants" : 9 juillet 2021
- Réunion avec les JAF et les intervenant-e-s lors de la réunion départementale du service : 9 juillet 2021
- Equipement du logiciel de gestion des espaces de rencontres : winlinksante, à destination des intervenant-e-s et de la chargée administrative

- Intervention de la CRIP du Département de l'Ardèche : 19 novembre 2021
- Formation de tout le personnel, les intervenant-e-s, la chargée administrative, la direction, au logiciel de gestion : 19 novembre 2021
- Dématérialisation complète de toute la communication et transmission d'informations entre la chargée administrative et les équipes d'intervenant-e-s : tout se fait dorénavant par mail, et/ou via un cloud
- Réunion annuelle en présence de tous les financeurs (CAF, Cour d'Appel, Juges, Département de l'Ardèche)
- Participation aux journées régionales de la Fédération Française des Espaces de Rencontres (FFER) dont nous sommes adhérents.

PERSPECTIVES 2022

- Mise en place d'une notice d'information à destination des parents, présentant le dispositif des Espaces de Rencontres, adressée aux familles en même temps que le jugement
- Mise en place d'un questionnaire de "satisfaction" à destination des familles dans le cadre d'un démarche qualité du CIDFF.
- Prévision d'augmenter le nombre d'intervenant-e-s, ou fixer des demi-journées de travail supplémentaire, de manière ponctuelle (4 à 6 fois dans l'année en fonction du besoin), afin de pouvoir proposer des rendez-vous supplémentaires aux familles, et ainsi réduire les listes d'attentes s'il y en a. 4 demi-journées supplémentaires en avril et mai 2022 ont été effectuée, pour l'espace de rencontre "Le Ricochet", ce qui a permis d'accueillir 6 familles.
- Ouverture du 3ème espace de rencontre à Privas, permettant ainsi de réduire les listes d'attente et répartir les familles, de proposer un lieu plus proche pour les familles du Centre Ardèche et de couvrir toute l'Ardèche : effectif depuis le 7 mai 2022.
- Systématisation de l'utilisation du logiciel de gestion des espaces de rencontres et abandon des dossiers papiers pour une plus grande fluidité de transmissions d'informations
- Diffusion d'un court spot présentant les espaces de rencontres, réalisé par la FFER, à tous les financeurs et les partenaires, consultable également sur le site internet du CIDFF de l'Ardèche : https://ardeche.cidff.info/
- Possibilité de faire et de proposer des rendez-vous et/ou des droits de visites en visioconférence pour certaines situations (éloignement géographique). Le confinement a permis de tester cette solution et peut paraitre une réponse a un besoin de certaines familles.
- Entretien avec l'-les enfant-s de manière systématique lors des entretiens préalables individuels avec le parent hébergeant et lors des rendez-vous de bilan, si l'-les enfant-s ont au moins 3 ans. Convocation officielle établie et adressée au parent hébergeant.

5°) Activité relative à l'Accueil-Secrétariat à Aubenas

- ✓ Bilan quantitatif :

7450 personnes ont été accueillies soit 6374 par téléphone et 1076 en physique ; dont 5475 femmes et 1975 hommes.

GENRE	JURIDIQUE		BAFVV		AJ		TGD		3919		EMPLOI / FORMATION		VIE PRATIQUE		ADMIN		DIRECTION		ESPACES RENCONTRES		AUTRES	
	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites	Appels	Visites
Femme	**1936**	**209**	**777**	**145**	**246**	**208**	**17**	**16**	**0**	**1**	**481**	**162**	**108**	**3**	**168**	**7**	**49**	**17**	**280**	**6**	**120**	**51**
Homme	**655**	**115**	**84**	**21**	**10**	**15**	**4**	**0**	**0**	**0**	**87**	**35**	**33**	**0**	**32**	**6**	**15**	**11**	**237**	**3**	**39**	**45**
TOTAL	**2591**	**324**	**861**	**166**	**256**	**223**	**21**	**16**	**0**	**1**	**568**	**197**	**141**	**3**	**200**	**13**	**64**	**28**	**517**	**9**	**159**	**96**
TOTAL FEMMES	2145		922		454		33		1		643		111		175		66		286		84	
TOTAL HOMMES	770		105		25		4		0		122		33		38		26		240		84	
TOTAL PAR ACTION	2855		1045		172		3		5		880		116		276		82		490		208	

6°) Activité d'Organisme de formation

Certification QUALIOPI : le 16 novembre 2020

Formations dispensées :

- Femmes victimes de violences conjugales :

En 2021, en dépit du contexte sanitaire, 4 sessions ont pu être organisées : Aubenas, Davézieux, et Privas, pour y former 70 professionnels.
L'objectif est le transmettre un socle commun de connaissance sur cette thématique afin de comprendre les mécanismes en jeu, les recours possibles, et renforcer le travail en partenariat.
En 2021, des sensibilisations ont été dispensés auprès de magistrats et greffiers, élèves aides-soignants et infirmiers, gendarmes, fédération des espaces de rencontre, etc…

- Sensibilisation prostitution : 48 personnes
- Formation enfants victimes de violences conjugales : 112 personnes

7°) Activité d'information collective

	Nature des informations collectives	Nombre de personnes informées	Thématiques
Lutte contre les violences	Formation des professionnel-le-s	592	Violences conjugales, présentation des services du CIDFF07, développement du CIDFF07/Partenariat
	Collèges, Lycées		Impact des violences conjugales sur les enfants, présentation des services du CIDFF07
Emploi, Insertion professionnelle	Garantie Jeune		Elargissement des choix professionnels, égalité fille garçon, égalité professionnelle, présentation des services du CIDFF07
	Validation des Acquis par l'Expérience		Validation des Acquis par l'Expérience, présentation des services du CIDFF07
Éducation, citoyenneté	Interventions scolaires		Egalité fille garçon, élargissement des choix professionnels, prévention des violences et harcèlement sexistes, harcèlement moral, égalité professionnelle, lutte contre les discriminations, présentation des services du CIDFF07

- Activités lucratives exercées accessoirement (prestations de formation, , organisation de colloques, autres)

Titre du projet	Public concerné	Financements
Formation "Lutter contre les violences conjugales"	Professionnel-le-s	DRDFE – FIPD – OPCA - Département de l'Ardèche – FFER- FRCIDFF
Egalité filles garçons en milieu scolaire	Lycée et collèges du Département	Etablissements scolaires et politique ville -

- Actions de communication du CIDFF de l'Ardèche

Action	Support	Origine
Impact des violences conjugales sur les enfants	Plaquettes papiers et dématérialisées	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☐ **FN**
Activité globale CIDFF 07	Plaquettes papiers et dématérialisées	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☐ **FN**
Page Facebook	Numérique	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☐ **FN**
Mise à jour site internet	Numérique	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☒ **FN**
Activités ISCG et RAC	Plaquettes papiers et dématérialisées	☒ **CIDFF** ☐ **FR** ☒ **FN**

8°) Perspectives

Secteur Juridique

- Déploiement des « Points Justice » en visio, avec une ouverture de 2 créneaux de 3h/mois au MSAP/MFS du département : 2ème jeudi après midi (13h30/16h30) et 2ème vendredi matin (9h/12h30).
- Création d'un « Point Justice » en milieu Psychiatrique à l'Hôpital Sainte Marie, à Privas : 3h/ mois (occurrence à définir)
- Pérenniser le « Point Justice » à Guilherand Granges, chaque mardi : Chaque 1er, 3ème et 5ème mardi du mois : au CMS / Chaque 2ème et 4ème mardi du mois : au Commissariat de police
- Déplacer le point justice « droit des étrangers » de Privas à Aubenas.

Secteur Violences faites aux femmes/Référent Violences faites aux femmes

- Le CIDFF07 se développe et innove, par la mise en place d'une nouvelle permanence à Guilherand Granges (CMS et commissariat) car nos statistiques ont fait ressortir que ce bassin de vie avait des besoins en termes de permanence d'aide aux femmes victimes de violences.
- Reprogrammation en 2022 des formations de 2 jours « lutter contre les violences conjugales » : VESSEAUX, 28 février et 1er mars 2022 (salle culturelle de la mairie), ANNONAY, 25 et 26 avril 2022 (amphithéâtre de l'IFSI, CHAN), CHOMERAC, 19 et 20 septembre 2022 (salle du « Triolet »), SAINT GEORGES LES BAINS, 24 et 25 octobre 2022 (salle des fêtes de Châteaurouge)
- Le CIDFF de l'Ardèche souhaite en 2022 étayer la formation NIVEAU I d'une journée d'approfondissement (Niveau II/EXPERTS), animée par des experts du sujet, le mercredi qui suivra la formation Niveau I.
- Des actions innovantes, répondant aux besoins du territoire et investir dans des bracelets ou des boutons d'alarme connectés pour les femmes victimes de violences en situation de danger : Boutons MonSherif
- Renforcement du Réseau d'Accueil Citoyen pour femmes victimes de violences conjugales ou intrafamiliales amorcé en 2020 et 2021
- La demande d'agrément au ministère de la Justice « association à compétence spécifique d'aide aux victimes de violences sexistes et sexuelles sera déposé début 2022, conformément au Décret n° 2021-1516 du 23 novembre 2021 tendant à renforcer l'effectivité des droits des personnes victimes d'infractions commises au sein du couple ou de la famille

Secteur Emploi Formation CIDFF et MIFE de l'Ardèche

- Poursuivre les ateliers Clic et Droit afin de lutter contre les non recours aux droits et la fracture numérique par l'apprentissage de l'usage de l'outil numérique et l'interventions de juristes sur les droits.
- Création d'un escape game sur l'égalité femmes hommes qui permettra une sensibilisation de la thématique auprès des jeunes en utilisant leur langage
- Poursuivre nos actions TouteSport! sur le territoire.
- Poursuivre l'élargissement des choix professionnels par des circuits des métiers.
- Développement de nos missions d'accompagnements à l'insertion auprès des femmes étrangères
- Partenariat avec Pollen SCOP pour créer deux SCOP de femmes créatrices dans le Sud et Nord Ardèche
- La MIFE de l'Ardèche continue ses sessions de Vis'entreprises et grâce aux dispositifs SAM'SECUR, va renforcer sa proposition proposer d'accompagnement des entreprises et des salarié-e-s dans une perspective de développer les compétences
-
-
- internes et l'employabilité des salarié.e.s et d'accompagner les salarié.e.s dans la définition de leurs projets d'évolution au sein de l'entreprise.

Secteur Parentalité

- Mise en place d'une notice d'information à destination des parents, présentant le dispositif des Espaces de Rencontres, adressée aux familles en même temps que le jugement
- Mise en place d'un questionnaire de "satisfaction" à destination des familles dans le cadre d'un démarche qualité du CIDFF.
- Prévision d'augmenter le nombre d'intervenant-e-s, ou fixer des demi-journées de travail supplémentaire, de manière ponctuelle (4 à 6 fois dans l'année en fonction du besoin), afin de pouvoir proposer des rendez-vous supplémentaires aux familles, et ainsi réduire les listes d'attentes s'il y en a. 4 demi-journées supplémentaires en avril et mai 2022 ont été effectuée, pour l'espace de rencontre "Le Ricochet", ce qui a permis d'accueillir 6 familles.
- Ouverture du 3ème espace de rencontre à Privas, permettant ainsi de réduire les listes d'attente et répartir les familles, de proposer un lieu plus proche pour les familles du Centre Ardèche et de couvrir toute l'Ardèche : effectif depuis le 7 mai 2022.
- Systématisation de l'utilisation du logiciel de gestion des espaces de rencontres et abandon des dossiers papiers pour une plus grande fluidité de transmissions d'informations
- Diffusion d'un court spot présentant les espaces de rencontres, réalisé par la FFER, à tous les financeurs et les partenaires, consultable également sur le site internet du CIDFF de l'Ardèche : https://ardeche.cidff.info/
- Possibilité de faire et de proposer des rendez-vous et/ou des droits de visites en visioconférence pour certaines situations (éloignement géographique). Le confinement a permis de tester cette solution et peut paraitre une réponse a un besoin de certaines familles.
- Entretien avec l'-les enfant-s de manière systématique lors des entretiens préalables individuels avec le parent hébergeant et lors des rendez-vous de bilan, si l'-les enfant-s ont au moins 3 ans. Convocation officielle établie et adressée au parent hébergeant.
- Développement des formations sur « les enfants victimes de violences conjugales »
- Réflexion sur un groupe de prise en charge des enfants victimes de violences

Mission transversale égalité

- Poursuite de nos actions de prévention et de sensibilisation auprès des scolaires
- Poursuite des interventions sur l'égalité femmes hommes en entreprises mais également en collectivités territoriales
- Développer l'outil "Egalitic"

Association :

- Travail avec le CSE sur le rattachement à une convention collective
- Travail sur RGPD et démarche qualité dans nos services

Articles de Presse

1 Le Dauphiné Libéré : Bilan Sécurité 2020 - 22.02.21

ARDÈCHE

Bilan sécurité 2020 : forte hausse des violences sexuelles et intra-familiales

Le préfet de l'Ardèche a fait le bilan de la sécurité 2020 en zone police et en zone gendarmerie. Photo Préfecture de l'Ardèche

Comme il fallait s'y attendre, le bilan de l'année 2020, sur le plan de la sécurité, est fortement impacté par la crise sanitaire. Le préfet de l'Ardèche, Thierry Devimeux, l'a présenté jeudi 18 février.

Si les deux confinements ont fait baisser la plupart des indicateurs de la délinquance, policiers et gendarmes ont malheureusement constaté une forte hausse des violences sexuelles et intra-familiales.

Les violences faites aux femmes ont augmenté de 26%

Les policiers en ont enregistrées 42,53 % de plus qu'en 2019, quand les gendarmes en ont dénombrées 28,31 % supplémentaires. Parmi elles, les violences faites aux femmes ont augmenté de 26 %. Plus globalement, ce sont les atteintes volontaires à l'intégrité physique dans leur ensemble qui ont continué d'augmenter en 2020, mais moins fortement qu'en 2019.

Il est à noter que le second confinement fin 2020 n'a pas entraîné une baisse aussi forte de la délinquance que lors du premier au printemps, et que les escroqueries et abus de confiance ont fortement augmenté en 2020.

En revanche, les vols sans violence, les cambriolages, les vols violents ou à la roulotte ont significativement baissé.

Sécurité routière : une baisse après une année catastrophique

Accident de la circulation au Pouzin. Photo Le DL/Laure FUMAS

L'année 2020 a connu une baisse du nombre de tués sur les routes avec 20 décès contre 33 en 2019. Il faut rappeler que cette dernière avait été l'une des plus meurtrières de la décennie, entraînant de nombreuses opérations de communication de la part de la préfecture. En 2020, onze personnes ont perdu la vie en voiture et, fait marquant, quatre d'entre elles ne portaient pas de ceinture de sécurité. Près de la moitié des conducteurs impliqués dans les accidents mortels avaient trop bu (47 %), ou roulaient trop vite ou de façon inadaptée (47 %). La consommation de stupéfiants, bien que moindre (21 %), prend une place de plus en plus importante dans les statistiques. Les motards sont « surreprésentés » dans la mortalité routière, d'après les services de l'État, avec 30 % des tués. Un chiffre au-delà de la moyenne nationale (environ 19 %). Les jeunes aussi, sont très représentés dans les accidents mortels, puisque 25 % des décédés avaient entre 18 et 24 ans.

2 Le Dauphiné Libéré : Toutesport - 22.02.21

AUBENAS

Le CIDFF veut donner un élan sportif aux femmes du territoire

Le CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et des familles) de l'Ardèche propose une nouvelle session de ToutesSport. À travers cette action, l'association poursuit trois objectifs : encourager et développer la pratique sportive des femmes en Ardèche pour développer la confiance en soi, l'autonomie et l'insertion socio-professionnelle ; permettre l'accès à la pratique sportive et à ses bienfaits physiques et psychologiques à toutes les femmes et promouvoir les valeurs citoyennes du sport. Un groupe de femmes une fois constitué se réunira à Aubenas, accompagné par le CIDFF de l'Ardèche, en partenariat avec le CDOS 07 (comité départemental olympique et sportif de l'Ardèche). Une sensibilisation sera faite sur les bienfaits du sport, la place des femmes et l'inégalité dans le monde du sport, sur les stéréotypes, ainsi qu'une présentation des clubs sportifs autour d'Aubenas. Une réunion d'information est organisée le mardi 2 mars de 14 heures à 15 h 30 en visioconférence.

Pour toutes informations et inscriptions, Tél. 04 75 93 31 70 ou cidff07@cidff07.fr

3 Le Dauphiné Libéré : Relais Postal PDS - 1.03.21

AUBENAS

Un point de services La Poste Relais dans une structure de l'ESS

À compter du 25 février, la ville d'Aubenas accueillera un point de services La Poste Relais au sein de l'association CIDFF de l'Ardèche (Centre d'information sur le Droit des femmes et des familles), une structure de l'ESS (Économie sociale et solidaire), 30 avenue de Zelzate. Ce nouveau point remplacera le bureau de Poste d'Aubenas Les Oliviers, fermé début septembre 2020, pour permettre des travaux de rénovation afin d'accueillir cette nouvelle structure.

La Poste Relais ESS Service Plus permettra aux habitants d'Aubenas de bénéficier des services postaux et bancaires : affranchissement et expédition de lettres, colis et recommandés ; dépôt des envois postaux, recommandés compris ; achat de timbres (beaux timbres, carnets...), d'enveloppes prêt-à-poster, d'emballages Colissimo ou à affranchir, de prêt- à-expédier Chronopost, de pack déménagement, de garde du courrier, d'enveloppes de réexpédition ; retrait et versement d'argent en espèces sur compte chèque et compte épargne de La Banque Postale (jusqu'à 500 euros par semaine), dépôt des chèques sur compte chèque ou compte épargne de La Banque Postale.

La Poste évolue dans sa façon d'accueillir et de servir tout en soutenant l'Économie sociale et solidaire. Les mutualisations sous la forme de points de services La Poste agences communales et La Poste Relais se poursuivent. De nouveaux partenariats sont mis en place avec les intercommunalités, les commerçants, les offices de tourisme et désormais les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Toutes ces formes de présence postale innovantes contribuent au maintien d'un service postal de proximité et de qualité sur l'ensemble du territoire.

La Poste relais CIDFF Aubenas
30 avenue de Zelzate
Horaires d'ouverture les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 12 h 15.

➤ Bureaux de Poste le plus proche :
La Poste d'Aubenas Champ-de-Mars
Place du Champ-de-Mars.
Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Et le samedi de 9 à 12 heures

4 Le Dauphiné Libéré : Inauguration La Poste-MD - 18.03.21

AUBENAS

Une nouvelle maison digitale inaugurée

Afin de permettre la continuité du service postal, il a été décidé de la mise en place d'une agence postale relais. Cette dernière a été inaugurée mercredi 17 mars dans les locaux du pôle de services. La Fondation Orange, représentée par Hélène Ferrero, déléguée mécénat et solidarité pour la région Sud-Est, et par Lionel Chambenoit, directeur des relations avec les collectivités locales en Drôme-Ardèche, et le CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et des familles) représentée par sa présidente Geneviève Rieu, se sont associés avec la ville d'Aubenas pour inaugurer cette maison digitale. La Fondation Orange est engagée dans trois domaines de mécénat : éducation, santé et culture. Elle agit pour que le numérique soit une chance pour tous. Le CIDFF, prestataire de La Poste, fera de cette maison digitale un véritable tremplin pour les femmes. La reconstruction du lien social, l'éducation, dans toutes les facettes du terme, sont des priorités pour la ville, heureuse d'avoir pu participer à la réalisation de ce projet.

Ils ont inauguré cette nouvelle maison digitale pour la formation et l'autonomie des femmes.

5 Le Dauphiné Libéré : Maison Digitale ClicDroit - 26.03.21

AUBENAS

Des ateliers numériques pour l'égalité des genres

Le numérique fait partie intégrante de la société. C'est donc un des vecteurs de l'égalité des sexes. Des ateliers numériques dédiés aux femmes sont organisés par le CIDFF.

Les femmes inscrites aux ateliers numériques set découvrent la Maison digitale, dans laquelle les ateliers se dérouleront. Photo Le Dauphiné Justine MONTEL

Nadia et Audrey, en phase de concrétisation d'un projet d'entreprise de quartier aux Oliviers, recherchent des outils pour gérer leur plateforme de commandes en ligne et souhaitent apprendre à utiliser des logiciels comme Excel. Sylvie, quant à elle, veut être accompagnée dans sa recherche d'emploi. De son côté, Nathalie exprime de grosses difficultés avec l'informatique et souhaite acquérir les bases.

Toutes ces femmes, d'horizons différents, étaient réunies, mardi 23 mars, pour les mêmes raisons : leur inscription aux ateliers numériques proposés par le Centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF) de l'Ardèche.

Un cycle de 19 ateliers de mars à juin

« L'accompagnement au numérique est essentiel dans la lutte pour l'égalité des sexes », explique Camille Scotto Di Vettimo, conseillère emploi et formation au CIDFF et animatrice des ateliers. Commencés en 2020, ils ont été interrompus et reprennent cette année jusqu'au mardi 22 juin. Au total, 19 séances sont programmées à raison de deux par semaine, les mardi et jeudi, de 14 à 16 heures, sur des thématiques bien précises (découverte du PC, protection des données, logiciels bureautiques, démarches administratives et liées à l'emploi, etc.).

Une réunion conclusante

« L'objectif est à la fois de faciliter leur insertion professionnelle, de leur permettre d'être autonomes dans leurs démarches et de les faire sortir d'une forme d'isolement social. »

La réunion du mardi 23 mars était dédiée à connaître les besoins et les demandes de chacune, ainsi qu'à proposer d'autres thématiques. « Êtes-vous à l'aise avec le logiciel de visioconférence Zoom ? », interroge Camille Scotto Di Vettimo. Les réponses divergent : certaines savent l'utiliser approximativement, d'autres pas du tout. « C'est un outil très utilisé en ce moment, donc il serait intéressant d'apprendre à le manipuler », ajoute l'animatrice. Au final, les intéressées semblent toutes satisfaites du programme et Camille aussi, puisqu'elle a dépassé la jauge maximale qu'elle avait prévue et se retrouve avec huit participantes.

Justine MONTEL

6 Le Dauphiné Libéré : Rotary Club - 28.03.21

AUBENAS

Le Rotary Club a remis un chèque de 1000 euros

Le Rotary Club d'Aubenas-Vals a remis, vendredi 26 mars, un chèque de 1000 euros au centre d'information sur les droits des femmes et des familles. Nathalie Exmelin, sa directrice, a rappelé les différentes actions du CIDFF sur le territoire albenassien : informer (accès au droit, égalité femmes-hommes), accompagner (insertion sociale et professionnelle, vie familiale et parentalité), sensibiliser et former. Des actions d'une importance plus que jamais capitale avec la crise sanitaire.

Véronique Reynier et Jean-Claude Bressot, du Rotary Club, ont remis un chèque au pro' du centre d'information sur les droits des femmes et des familles d'Aubenas.

7 Le Dauphiné Libéré : Toutesport! - 25.05.21

AUBENAS

"Toute sport", un projet sport au féminin

Delphine Duny, éducatrice sportive, est la coach de femmes motivées.

Depuis le mois de mars, le projet "Toute sport" mené par Laura Monnier du CIDFF (Centre d'information sur le droit des femmes et des familles) d'Aubenas rencontre un beau succès. Ce projet a pour but d'encourager et développer la pratique sportive des femmes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les territoires ruraux en tant que vecteur de confiance en soi, d'autonomie et d'insertion socioprofessionnelle.

Le CDOS (Comité départemental olympique et sportif) de l'Ardèche a pris le relais jusqu'en juin sur ce projet suite à l'engouement d'un groupe de participantes assidues et motivées. Cette initiative contribue à l'insertion socioprofessionnelle des femmes participant au projet, ainsi qu'à la promotion des valeurs citoyennes du sport.

Delphine Duny, éducatrice sportive, anime les séances de gym tous les mardis après-midi, en extérieur, dans la bonne humeur et la convivialité. Le sport est aussi un levier pour cette insertion socioprofessionnelle des femmes. Une belle dynamique s'est créée entre les participantes et leur coach, favorisant l'esprit sportif et le lien social.

8 Le Dauphiné Libéré : Ateliers Numériques ROCHEMAURE - 27.05.21

ROCHEMAURE

Les ateliers d'initiation numérique en présentiel

Camille Scotto Di Vettimo du CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) anime depuis mars 2020 des ateliers d'initiation au numérique sur la commune. La Carsat (Caisse d'assurance retraite et santé au travail Rhône-Alpes) pilote et finance l'organisation d'ateliers d'initiation au numérique pour les séniors depuis 2016 par le biais d'un appel à projet auquel le CIDFF a répondu sur le territoire.

L'objectif de la Carsat est de favoriser l'accès au numérique des personnes retraitées fragilisées et de lutter contre la fracture digitale, source d'inégalités plurielles, mais également les inscrire, si elles le souhaitent, dans un parcours de prévention connectée, afin qu'elles puissent bénéficier des services en lignes.

Camille Scotto Di Vettimo explique que « depuis le démarrage de nombreux aménagements se sont imposés, et qu'enfin les rencontres peuvent avoir lieu en présentiel pour les dix personnes inscrites ».

Les séances se déroulent par créneau de deux heures dans une salle mise à disposition par la mairie. L'orientation a été faite pour la grande majorité des participants par l'UNRPA (union nationale des retraités et personnes âgées), le seul critère d'accès est d'avoir plus de 60 ans.

M-L.P-P.

Les ateliers sont réservés aux personnes de plus de 60 ans.

CIDFF au 04 75 93 31 70 ; mail à cidff07@cidff07.fr.

9 Le Dauphiné Libéré : Assemblée Générale 2020 - 11.07.21

AUBENAS

AUBENAS

Violences faites aux femmes : le confinement n'a rien arrangé

L'assemblée générale du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) s'est tenue jeudi 8 juillet après-midi à la maison de quartier de Saint-Pierre pour faire le bilan de l'année 2020.

Le constat est sans appel. Au premier semestre 2021, le chiffre d'accueil de femmes victimes de violences conjugales en Ardèche est déjà équivalent à celui atteint dans toute l'année 2020. « La violence est endémique, séculaire », estime Marine Arrès, juriste.

« Le confinement a amplifié le problème », rajoute la directrice Nathalie Exmelin. Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) est aujourd'hui un organisme reconnu sur le territoire ardéchois.

À ce titre, il permet de libérer plus facilement la parole qu'il y a une dizaine d'années. Cette association, référente en termes de lutte contre les violences faites aux femmes, a accueilli 414 femmes en 2020 (et 26 hommes) pour des violences sexistes.

Des actions pour redonner confiance en soi

Nathalie Exmelin ne cache pas non plus que les faits d'inceste deviennent de moins en moins tabous, les hashtags médiatisés légitimant la démarche des femmes.

L'assemblée générale a permis de faire un point complet et pointu sur l'ensemble des missions et actions accomplies par le CIDFF. Outre les accueils et écoutes, les aspects juridiques, il y a tout un volant d'actions comme Toute Sport ! qui permet d'encourager la pratique sportive des femmes en tant que vecteur de confiance en soi, d'autonomie et d'insertion socioprofessionnelle (10 participantes), les ateliers d'initiation au numérique pour les plus de 60 ans (25 participantes), les interventions en milieu scolaire (21 classes, 525 jeunes rencontrés) ou le parcours de formation Clic & Droit pour faciliter l'insertion professionnelle des femmes et l'accès au droit (7 participantes).

Les objectifs pour 2021 sont nombreux mais la directrice met en exergue le réseau d'accueil citoyen pour les femmes victimes de violences. Chaque citoyen bénévole qui le souhaite peut gracieusement proposer un espace personnel à une femme seule ou avec enfant(s). Il faut « un cadre adapté, sécurisé, bienveillant et chaleureux. » La période d'hébergement peut être d'un jour à un mois. Il faut pour cela accepter de participer à des formations de sensibilisation concernant l'impact des violences conjugales sur la parentalité et les enfants. Les municipalités peuvent participer à ce réseau.

Stéphane BLANC

La présidente Geneviève Rieu a relevé que les salariés ont su faire preuve d'adaptabilité durant l'année 2020 et ses deux confinements. Photo Le DL/Stéphane BLANC

LE CHIFFRE

LE CHIFFRE

+26 %

En 2020, les violences faites aux femmes ont augmenté de 26 % en Ardèche par rapport à 2019.

REPÈRES

- Le CIDFF, ce sont 25 lieux de permanence (Annonay, Tournon, Lamastre, Le Cheylard, La Voulte-sur-Rhône, Privas, Aubenas, Largentière, Rosières, Le Teil, Joyeuse, Les Vans, Vallon-Pont-d'Arc, Bourg-Saint-Andéol, Saint-Marcel-d'Ardèche) et 26 salariés.
- En 2020, malgré les confinements, 6132 personnes ont été accueillies par le secrétariat d'Aubenas (accueils physiques et téléphoniques).
- Les missions d'information juridique ont permis de renseigner 1118 personnes en 2020.
- Deux espaces familiaux de rencontres existent à Aubenas et Tournon-sur-Rhône. Un troisième est envisagé pour fin 2021 à Privas. 38 familles ont été accueillies en 2020.

10 Le Dauphiné Libéré : Réseau d'Accueil Citoyen - 25.08.21

AUBENAS

Un dispositif bénévole pour aider les femmes victimes de violence

C'est un outil supplémentaire dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Le CIDFF lance son réseau d'accueil citoyen. Un dispositif qui vise à venir en aide aux victimes.

Un dispositif de plus pour aider les femmes en souffrance. C'est l'objectif du CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) d'Ardèche avec le lancement du RAC. Ce réseau d'accueil citoyen est une corde supplémentaire à l'arc disponible pour secourir les personnes victimes de violence.

« Le RAC n'a pas vocation à remplacer des outils déjà existants. Le but est de proposer une solution supplémentaire », indique Marine Arres, responsable du service juridique et des violences faites aux femmes.

Ce RAC se base sur la coopération citoyenne. Des habitants d'Ardèche proposent leurs services au CIDFF pour accueillir bénévolement des femmes ayant besoin d'un logement rapidement. « Il s'agit souvent d'une solution temporaire. Dans les autres départements qui ont mis en place cet outil, ce n'est que la moyenne est d'environ un mois », précise Marine Arres. Chambre chez l'habitant, logements locatifs vides, gîtes de vacances… Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. « Plus nous avons de possibilités, mieux c'est. Cela nous permet de répondre au plus près aux demandes des femmes victimes de violences », appuie Aurore Paillhas, qui coordonne le bénévolat dans le sud Ardèche.

Aurore Paillhas (à gauche) est chargée de recruter les bénévoles du dispositif RAC, en lien avec Marine Arres.

Des bénévoles guidés et accompagnés

L'idée a émergé en 2019, suite au Grenelle des violences conjugales. « C'est quelque chose à laquelle réfléchissait la fédération nationale des CIDFF. L'action, lancée en 2020, est en voie de professionnalisation. C'est le travail d'Aurore Paillhas. » Nous avons envoyé un mail général, qui nous a permis d'avoir des retours et de constituer un réseau de bénévoles opérationnels. L'idée est que celui-ci s'agrandisse pour être prêt d'ici l'automne prochain. »

Pour s'assurer que les bénévoles sont aptes à accueillir ces femmes, le CIDFF s'entretient avec ces derniers pour être certain des capacités à répondre présents face à des personnes pouvant être en grande détresse. La structure guide son réseau en lui donnant les outils nécessaires pour remplir au mieux leur mission d'accueil. « Nous allons faire du sur-mesure par rapport aux logements disponibles, à leur localisation et leurs particularités. Certaines femmes ont des enfants, d'autres sont seules, certaines veulent être éloignées de leur ancien logement, des victimes souhaitent avoir un contact humain quand d'autres préfèrent s'isoler pour mieux réfléchir… Chaque cas est individuel et doit être traité comme tel », appuie Marine Arres. Qui espère voir les propositions affluer pour gonfler ce RAC.

Nicolas GALLIEN

Pour plus de renseignements : Facebook "CIDFF 07" ou 04 75 65 51 70.

11 Le Dauphiné Libéré : Présentation RAC Cultivons la confiance - 15.09.21

JEUDI 30 SEPTEMBRE 2021 | **LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ**

LES OLLIÈRES-SUR-EYRIEUX

L'association Cultivons la confiance à l'heure des bilans

L'association Cultivons la confiance s'est réunie la semaine dernière au local de la Passerelle des vallées, aux Ollières-sur-Eyrieux pour son assemblée générale. Cette association accueille les femmes qui subissent des violences conjugales. L'objectif de cette initiative collective est de fédérer les acteurs et d'animer un réseau bénévoles et citoyens de proximité soutenant les femmes qui subissent des violences : accueil d'urgence, suivi médical et thérapeutique, aide administrative, orientation…

Les participants à l'assemblée générale de Cultivons la confiance. LeDL/M.-H.B.

Étaient réunis le CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Ardèche), des professionnels de la santé du village, l'association Cultivons la confiance et des représentants d'associations d'action sociale et collective (Gynécologie sans frontières, Rivam…). Ils ont rappelé que toute personne (victime et témoin) peut faire un signalement anonyme à la gendarmerie. Dans leurs cabinets, les professionnels de santé recueillent régulièrement la parole des femmes maltraitées et à l'occasion de cette rencontre, elles ont trouvé les réponses aux problématiques rencontrées : besoin de couches et de lait pour bébé, besoin de traduction en français…

Cultivons la confiance a fait les bilans : depuis juin 2020, ses familles bénévoles ont accueilli des femmes en urgence pour un total de 48 nuitées. En plus de proposer un accueil en urgence, l'association donne des conseils et oriente les femmes.

Association Cultivons la confiance au 06 72 67 14 22.

12 Le Dauphiné Libéré : Formation "Lutter contre les Violences Conjugales" Annonay - 20.10.21

ANNONAY

ANNONAY

Les professionnels apprennent à détecter les signaux de violences

Former les professionnels à la détection des signaux de violences, un volet que le Centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF) développe. Ils peuvent écouter les victimes et les orienter vers les services dédiés.

« Avoir des bons réflexes » « Comment et où les aiguiller ? » ; depuis lundi 18 octobre, une formation sur les violences conjugales commence et s'étend sur deux jours. Dans la salle, uniquement des femmes, des travailleuses sociales dans les centres sociaux, des assistantes sociales, des infirmières, des employées de crèche.

La formation est menée par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), en partenariat avec l'association de médiation et d'aide aux victimes (Amav).

Marine Arres, directrice adjointe du CIDFF, a d'abord défini les violences conjugales, marquées par la récurrence, l'accumulation, qui s'accélèrent et s'aggravent. « Le rapport de force asymétrique dominant et dominé est figé, décrit-elle. C'est toujours le même casting, la même personne qui est violente. » Selon la juriste, il faut repérer le plus tôt possible les violences. « Souvent, ça commence dans le contrôle des sorties et de l'habillement, analyse-t-elle. Il y a une jalousie exacerbée de la part du dominant. »

Dans la salle, beaucoup de travailleuses sociales cherchent à savoir où orienter les victimes de violences.

« Des personnes qui font des bilans et n'ont rien de somatique »

Les professionnels de santé forment un des premiers maillons de la chaîne de la détection. Vincent Gauclere, médecin urgentiste au centre hospitalier d'Ardèche nord (Chan), est référent violences conjugales. « La formation des médecins à ce problème de santé publique est quasiment nulle », regrette celui qui sensibilise ses collègues. Vincent Gauclere a appris à repérer les motifs courant de visites aux urgences. « Elles viennent pour des traumatismes, maux de tête, douleurs abdominales, vertiges, énumère-t-il. Il faut les questionner, car c'est rare que les victimes arrivent en disant qu'elles ont reçu des coups. Il y a des personnes qui viennent faire des bilans et n'ont rien de somatique. »

Le médecin urgentiste conseille d'isoler la victime durant l'entretien et d'instaurer une relation de confiance. « On ne va pas directement à la question sur les violences, présente-t-il. On demande durant l'entretien si la personne a déjà subi au cours de sa vie des violences au travail, dans l'enfance, à la maison. En général, les patientes non victimes de violences ne sont pas gênées de répondre aux questions. »

Le médecin est favorable à ce que ces questions soient posées à chaque entretien médical et aussi par des associations.

Si la victime repart chez elle dans la plupart des cas, le médecin conseille de fixer un autre rendez-vous. Toutefois, il y a des situations critiques comme une grossesse ou une séparation, lorsque les enfants s'interposent ou quand des menaces de mort sont proférées. « Quand on estime que les victimes sont en danger, on les garde à l'hôpital, indique Vincent Gauclere. J'ai le numéro de téléphone du procureur d'astreinte pour les cas graves. » À Annonay, le service des urgences reçoit environ une femme victime de violence tous les deux jours.

Maryline CHALON

REPÈRES

- Pour trouver un hébergement d'urgence : le 115.
- Gendarmerie : 17.
- Centre d'information du droit des femmes et des familles : 06 79 54 89 44 ou le mardi de 8 h 30 à 12 h 30 puis de 13 h 30 à 17 h 30 sans rendez-vous. Adresse : 6, allée Nicolas-Copernic.
- Planning familial : 09 50 59 79 29.

LES BESOINS DES PROFESSIONNELS SUR LE TERRAIN

« Mieux repérer et accompagner »

Élisa Gachet, 24 ans, travailleuse sociale au centre social de Tournon-sur-Rhône.

« À Tournon, on veut identifier les acteurs qui traitent les violences intrafamiliales en vue d'un projet commun. Je m'occupe de l'accompagnement social lié au logement et aussi des permanences au public. J'ai déjà reçu une dame dont le compagnon avait une mesure d'éloignement, qu'il fallait accompagner dans sa reprise en main. Il y a des situations où il y a beaucoup d'émotion, on se prend une claque et qu'est-ce qu'on fait ? Mes attentes sont de mieux repérer et accompagner. Qu'est-ce qu'on peut mettre en place pour délier les langues ? »

« Je cherche un réseau de proximité »

Catherine Serrano-Pontal, 54 ans, infirmière au centre médico-psychologique.

« Je reçois de plus en plus de femmes victimes de maltraitance et aussi des hommes qui ont des obligations de soins. Je reçois une clientèle précaire avec des troubles psychologiques. Par exemple, une femme bipolaire, en phase maniaque peut se mettre en danger, en suivant un homme dans la rue. Elles peuvent susciter les violences par leurs comportements mais elles ne sont bien sûr pas responsables. Je cherche un réseau de proximité. Une fois, une dame a dû être hébergée en urgence dans le sud de l'Ardèche. »

« Le plus compliqué, la prévention »

Aurélie Larchez, 40 ans, référente familles au centre socioculturel du Teil.

« On est toujours à la recherche d'outils pour mieux accompagner le public. Ça peut toucher les enfants et les seniors. À la fin d'un café des écoles, lorsqu'il n'y avait plus personne, une dame m'a confié ce qu'elle vivait. Elle n'était plus en couple et se faisait toujours harceler par son mari et son réseau d'amis qui lui mettaient la pression. Elle pensait s'en être sortie. J'ai pris son numéro et j'ai contacté le CIDFF. J'ai eu le bon réflexe puisqu'elle a été accompagnée. Ce qui est plus compliqué, c'est la prévention. »

« Rencontrer tous les partenaires »

Nassera Diouni, 57 ans, infirmière au centre médico-psychologique d'Annonay.

« Au CMP, on reçoit les premières demandes, on peut avoir des situations très aiguës. Depuis quelques années, les termes ont changé. On ne parle plus de femme battue mais de violences conjugales, psychologiques, environnementales, sexuelles et verbales. C'est un sujet qui me tient à cœur avec le projet de maison des femmes. J'ai envie de m'impliquer dans l'accueil et le suivi. Je suis là pour rencontrer tous les partenaires, je suis heureuse de savoir que le CMS, le CCAS et la gendarmerie sont alliés dans la même trajectoire. »

13 Le Dauphiné Libéré : Toutesport! Lablachère - 26.10.21

LABLACHÈRE

Insertion par le sport à la Maison de l'enfance

Elles étaient une demi-douzaine, un peu intimidées, lors de la première d'une série de 16 rencontres, à la Maison de l'enfance et de la jeunesse, à bénéficier d'une séance d'information dans le cadre du programme "Toutessport !" à l'initiative du Centre d'information du droit des femmes et des familles (CIDFF).

Laura Monnier chargée de mission de cet organisme précise la finalité de cette opération : « En partenariat avec le Comité départemental olympique et sportif (CDOS), nous œuvrons pour l'insertion par le sport des femmes en difficultés, entre autres, des jeunes mamans du Centre d'hébergement et de secours de l'Oiseau Bleu à Payzac, des allocatrices du RSA, des demandeuses d'emploi. »

L'animatrice détaille ensuite le déroulement du programme : « Lors de ces rencontres, le groupe détermine trois activités sportives que ses membres pratiqueront gratuitement lors de trois sessions ultérieures. » Avec quel objectif ? « Reprendre confiance en soi par le sport afin de favoriser l'insertion professionnelle avec le soutien d'un conseiller emploi formation. En effet, par une activité sportive, ces personnes en difficulté parviennent à franchir les obstacles qui conduisent vers la réussite. »

Pour en savoir plus : 04 75 93 31 70, cidff07@cidff07.fr

◂ Laura Monnier, chargée de mission du Centre d'information du droit des femmes et des familles

14 Le Dauphiné Libéré : Stage Self Défense 25.11 Vals-22.11.21

VALS-LES-BAINS

Un stage de self-défense dédié aux femmes

Des techniques de défense en cas d'agression seront enseignées par une association le 25 novembre.

Le club Urban Defence Concept est très impliqué dans une cause qui lui tient particulièrement à cœur : la lutte contre les violences faites aux femmes. Comme chaque année depuis 2016, hormis une interruption l'an passé en raison de la pandémie de covid-19, l'association propose un stage de self-défense féminin gratuit le jeudi 25 novembre de 13h30 à 16h 30 en marge de la Journée mondiale dédiée à cette lutte.

Le stage sera dirigé par deux monitrices spécialisées en synthèse opérationnelle du combat au corps à corps, Karine Bernard-Coelho et Kali-Tillman Marie-Ange. Des mises en situation sont proposées avec des techniques de protection et pour mot-clé l'anticipation.

D'autre part, François Fortin, coach et thérapeute, interviendra sur la gestion de conflits et du stress pour conclure le stage.

Afin de répondre aux mieux aux exigences et spécificités de cette thématique, Nathalie Exmelin, présidente du Centre d'information sur le droit des femmes et des familles d'Aubenas (Cdiff), fera une intervention sur le cycle de la violence et les actions du centre.

Lors d'un stage d'autodéfense proposé par l'association Urban Defence Concept en 2018. Archives photo Le DL

15 Le Dauphiné Libéré : Egalité 25.11 St Marcel-28.11.21

SAINT-MARCEL-D'ARDÈCHE

Des débats sur l'égalité et le droit des femmes

Semaine active à Saint-Marcel-d'Ardèche pour l'association du village Les pouvoirs des femmes. Une animation "Raconte-moi l'égalité des filles et des garçons" était organisée mardi 23 novembre pour les enfants des deux écoles.

Deux intervenantes du CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) ont expliqué et débattu avec les écoliers sur l'égalité hommes-femmes. Place de la femme et inégalités dans le monde du travail, rôles au sein du foyer familial et juste répartition des tâches ménagères, autant de sujets qu'ont pu aborder les enfants au travers de jeux ou de lecture d'albums, sur les droits des filles et des garçons.

Cette animation était également l'occasion de leur faire connaître de grands hommes et femmes de l'histoire qui ont œuvré pour le droit des femmes, tels que Georges Sand, Henry Dunant, Lucie Aubrac ou encore Martin Luther King.

Un premier forum des femmes

L'association de Saint-Marcel a été de nouveau mobilisée jeudi 25 novembre sur la place hongroise, durant le marché, où s'est tenu le premier forum des femmes. L'objectif de ce forum est de présenter les actions et partenaires de l'association Les pouvoirs de femmes, et d'échanger sur la place des femmes dans la société, les violences, leurs droits, les organismes vers lesquels elles peuvent se tourner en cas de difficulté…

Une initiative solidaire dont le but et d'informer et sensibiliser les citoyens, qui s'inscrit dans la continuité de l'opération Sac à pain, qui s'était déroulée en septembre dernier. L'association avait alors distribué gratuitement des sacs à pain en papier aux boulangers du secteur, sacs sur lesquels étaient inscrites des informations pratiques sur les droits des femmes.

16 Le Dauphiné Libéré : Urban Defence 25.11 Vals-29.11.21

VOS COMMUNES

VALS-LES-BAINS

L'Urban defence lutte contre les violences faites aux femmes

Jeudi 25 novembre, à l'occasion de la journée mondiale dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes, le club Urban defence concept de Vals-les-Bains a proposé comme chaque année depuis 2016 un stage de défense rapprochée.

Karine Bernard-Coelho, présidente de l'Urban Defence Concept et monitrice SOCCC, et Nathalie Exmelin, directrice du CIDFF d'Aubenas (à gauche sur la photo). Photo Le DL/Vincent MOUNIER

Cette année, le club Urban defence concept a formé deux nouvelles monitrices SOCCC pour synthèse opérationnelle du combat au corps à corps, en la personne de Marie-Ange Tyllman-Moers, monitrice à Vallon-Pont-d'Arc, et Karine Bernard-Coelho, présidente du club de Vals-les-Bains.

C'est donc tout naturellement que cette dernière s'est vu confier la direction de ce stage dédié aux femmes. Ensemble, elles ont pu compter sur les élèves du club, ainsi que sur un autre moniteur du club de Vals-les-Bains : François Fortin, moniteur SOCCC, mais également coach PNL et thérapeute TPE, qui a conclu le stage sur une intervention sur la gestion du stress et la confiance en soi.

Lors de ce stage, Nathalie Exmelin, directrice du centre d'information du droit des femmes et des familles (CIDFF) d'Aubenas, a fait une présentation sur le cycle de la violence et les actions mises en place par son centre. L'ensemble des stagiaires est reparti ravi de cette journée placée sous le signe de la bienveillance et de l'entraide commune.

À noter la présence des médias pendant le stage, notamment France3 région pour la réalisation d'un reportage sur le club et ses actions. Le club Urban defence concept dispense ses cours les lundis et jeudis à la salle Sévigné de Vals-les-Bains à partir de 19 h 45.

Renseignements : 06 30 90 43 31.

17 Le Dauphiné Libéré : Dégâts Locaux Annonay 23.12.21

ANNONAY

« On ne sait pas dans quel état on va retrouver nos locaux »

L'antenne du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles d'Annonay est la cible de dégradations. La directrice Nathalie Exmelin en a marre, elle cherche de nouveaux locaux pour l'association.

Durant le week-end du 17 au 19 décembre, les locaux du Centre d'information des droits des femmes et des familles de l'antenne d'Annonay (CIDFF) ont été la cible de dégradations. La porte d'entrée de l'association a été saccagée et du matériel a été dégradé. Une situation qui lasse l'association qui a pour mission d'aiguiller notamment les femmes victimes de violences.

La structure a rouvert son antenne à Annonay le 1er octobre 2020 au 1er étage d'un immeuble du quartier du Zodiaque. Un accueil de jour est disponible le jeudi avec ou sans rendez-vous. Mais depuis son installation, les locaux de l'antenne dont le siège est à Aubenas, subissent des dégradations. « Il y a souvent des squatteurs, regrette Nathalie Exmelin, la directrice du CIDFF de l'Ardèche. Il y a des tessons de bouteilles dans les escaliers, des bris de glace, ça sent le tabac froid et il y a des gens qui ricanent. Quand on parle de harcèlement de rue… » Un lieu pas tout à fait tranquille pour accueillir des personnes victimes de violences. « On extériorise les permanences d'accueil au centre hospitalier, à la gendarmerie et au CMS de Davézieux », appuie-t-elle.

La municipalité veut maintenir les services publics au Zodiaque

C'est la première fois que les dégradations sont aussi graves avec des réseaux électriques arrachés. Les agresseurs ne cherchent visiblement pas de document. « Mis à part le jeu de clefs, rien n'a été volé, détaille-t-elle. Les dossiers n'ont pas été fouillés. Il y a une caisse avec 1,30 € de pièces en cuivre, l'argent n'a pas été pris non plus, tout comme les chéquiers. » Nathalie Exmelin « en a marre ». « On ne peut pas condamner l'accès au CIDFF, déplore-t-elle. On maintenait les volets fermés. »

De son côté, la municipalité se déclare « outrée de ce saccage et vandalisme gratuit » par la voix de Maryanne Bourdin, la première adjointe. « C'est un symbole de la défense des femmes, indique l'élue. Dans ce quartier, il y a plusieurs structures sociales qui œuvrent, il faut continuer à maintenir ces services sur place, on ne se laissera pas intimider. » La municipalité veut travailler avec les médiateurs sur place et le bailleur social Ardèche Habitat. Marc-Antoine Quenette, conseiller municipal d'opposition et président d'Ardèche Habitat annonce « ne pas avoir encore échangé avec la directrice du CIDFF ». « La tranquillité publique est une priorité d'Ardèche Habitat, martèle l'élu LR. On a conscience des problèmes d'insécurité dans le parc immobilier. Nous sommes en discussion avec la mairie pour garantir la sécurité des habitants, associations et entreprises. Cela peut passer par la mise en place de la vidéoprotection. »

Cela fait plusieurs mois que le bâtiment subit des dégradations. Cette fois-ci, les agresseurs sont allés plus loin en enfonçant la porte de l'association et démontant les réseaux électriques. Photo Le DL/Marie LEMAISTRE

La présidente du CIDFF de l'Ardèche cherche un nouveau local pour l'antenne de son association. Elle dénonce des mauvaises conditions de travail alors que l'équipe s'agrandit. En plus d'un juriste, une chargée de mission femme-homme et deux conseillères emploi complètent le service. La directrice a déposé plainte à la gendarmerie d'Annonay mardi 21 décembre. L'association a annulé ses rendez-vous et est fermée durant les vacances. « On ne sait pas dans quel état on va retrouver les locaux au début du mois de janvier », regrette-t-elle. La porte d'entrée des locaux a été réparée. Pour l'instant, la directrice n'arrive pas à évaluer le montant des dégâts, qui se chiffrent au moins à 2000 euros. La communauté de brigades d'Annonay est chargée de l'enquête.

Maryline CHALON

18 Le Dauphiné Libéré :

VOS COMMUNES

GUILHERAND-GRANGES

Un point justice et un service d'aide aux femmes victimes de violences

Le CIDFF07 (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) assure au sein du commissariat de police et du centre médico-social (CMS) de Guilherand-Granges une permanence d'information juridique généraliste pour les femmes et hommes, et un bureau d'aide aux femmes victimes de violences.

Dans le cadre des politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes, et de sa mission d'association référente départementale, le CIDFF de l'Ardèche propose aux victimes un accueil sans condition, gratuit et confidentiel. Mais aussi une écoute et des entretiens spécialisés notamment concernant l'accès aux droits, une information sur les mécanismes des violences, le droit et la procédure civile, en amont ou en aval de la procédure, des orientations vers les autres partenaires du réseau départemental et un accompagnement dans la durée.

Toutes les formes de violences sont traitées, qu'elles soient conjugales, intrafamiliales, professionnelles, psychologiques, verbales, physiques, sexuelles, financières ou administratives.

Lors de ces permanences, tous les sujets pourront être abordés

- **Droit de la famille** : séparation, divorce, Pacs, autorité parentale, fixation et recouvrement de la pension alimentaire, succession, filiation.
- **Droit du travail** : contrat, licenciement, rupture conventionnelle.
- **Droit du logement** : bail, loyer, préavis, dépôt de garantie ou encore le droit des étrangers, de la consommation et l'aide juridictionnelle.

Le CIDFF a créé le Réseau d'accueil citoyen (RAC), afin de proposer des solutions d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales ou intrafamiliales, avec ou sans enfant, permettant une mise à l'abri rapide dans un temps limité avec un accompagnement spécifique. L'hébergement est bénévole, temporaire et discret, dans un esprit de solidarité citoyenne.

Le CIDFF souhaite mettre en place le réseau sur l'ensemble du département, l'animer par des formations, des temps d'échanges et de coordination, accompagner les victimes et prendre en compte les enfants.

Il est à la recherche de bénévoles ou de communes pouvant intégrer son réseau d'accueil citoyen.

Christine LACHAUD-ELMNADIL

Réunis dans le salon d'honneur de la mairie, les acteurs ont acté ces permanences. Le fruit d'une volonté commune et d'une étroite collaboration.

- **Permanences (sur rendez-vous, gratuites et confidentielles).**
- Les premiers, troisièmes et cinquièmes mardis du mois au centre médico-social, 740 rue Jean-Moulin. (04 75 44 91 67).
- Les deuxièmes et quatrièmes mardis du mois u commissariat de police, 670 avenue Georges-Clémenceau. (04 75 63 22 22).
- **Contact CIDFF** : 04 75 93 31 70 ou cidff07@cidff07.fr